



Rencontre annuelle du FAIVE

- Forum des Acteurs et des Initiatives de Valorisation des Engagements -

Quelles contributions des engagements volontaires à
l'international aux enjeux de cohésion sociale ?



- PROGRAMME -

Introduction

Jean-Daniel Balme, Délégué général de France Volontaires. - p4 -

Le pouvoir de cohésion sociale de l'implication citoyenne Réflexions sur les conditions, modalités et effets des engagements

Sylvain Bordiec, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux (Collège Sciences de l'homme, UF Staps), Chercheur au LACES (EA 4140 – U. Bdx), Chercheur associé au CRESPPA-CSU (CNRS-Paris Lumières. - p6 -

Les engagements des jeunes dans les OSIM et les dynamiques territoriales ici et là-bas

Le FORIM et France Volontaires, avec la participation de la CADERKAF et de la Région Île de France. - p21 -

Le village des initiatives

Les acteurs soutenus dans le cadre de l'appel à initiative du FAIVE : ADOS, AMSED, Cool'eurs du Monde, Eau pour la Vie, Sensibiliz'Action, Solidar'Enfance. - p34 -

La participation citoyenne à la construction des politiques de développement : et les jeunes dans tout ça ?

Projection du film réalisé suite à la conférence éponyme du 9 juillet 2015, co-organisée par le CNAJEP, le CLONG-Volontariat, Educasol et France Volontaires. - p36 -

Comment valoriser les engagements solidaires des jeunes à l'international ?

Présentation de la démarche de capitalisation et du livret réalisé dans le cadre d'ateliers thématiques du FAIVE, avec la participation de Ch'ti Teranga, de Lianes Coopération et de Pascale Choquet. - p37 -

De l'international au local : les enjeux du volontariat de solidarité

Présentation du numéro 46 des Cahiers de l'action, avec la participation de l'INJEP, de RITIMO, de la Ligue de l'enseignement, de Lucien Cousin et de l'Observatoire des engagements volontaires et solidaires à l'international de France Volontaires. - p40 -

Conclusion et mise en perspectives

Michel Sauquet, Président d'Eucasol. - p45 -



Introduction

*Jean-Daniel Balme,
Délégué général de France Volontaires.*

Bonjour à toutes et à tous,

C'est dans un contexte très particulier que s'est préparée et que se déroule cette nouvelle rencontre du Forum des acteurs et initiatives de valorisation des engagements. Les attentats odieux qui ont récemment touché la France, le Liban, la Tunisie ou encore le Mali, nous rappellent avec cruauté la nécessité absolue de penser au niveau global, par le prisme de la communauté de destins, et d'agir au niveau des territoires, ici et là-bas.

Comme j'ai pu l'indiquer à plusieurs reprises et dans divers contextes, le repli sur soi, tentation réelle en vue de se protéger, n'est sûrement pas la réponse à apporter. Il est nécessaire de travailler à plus d'interaction, à plus de mixité entre les populations, ici et là-bas, dans une réelle exigence de vivre ensemble. Dans ce contexte, les missions de France Volontaires ont plus que jamais leur sens. Le rôle des volontaires dans le renforcement du lien social ici et là-bas est évident et doit toujours plus être mis en lumière. Ainsi, la thématique définie pour cette journée est pleinement en prise avec l'actualité : « Quelles contributions des engagements volontaires à l'international aux enjeux de cohésion sociale ? ». Il est important et nécessaire de nous intéresser à la façon dont les engagements en solidarité internationale nourrissent en profondeur le vivre ensemble sur les territoires, ici et là-bas.

Dans cette optique, et pour démarrer cette riche journée, Sylvain Bordiec, maître de conférences en sociologie à l'université de Bordeaux, interviendra sur le pouvoir de cohésion sociale de l'implication citoyenne. Il s'intéressera aux modalités, conditions et effets des engagements, et nous donnera son regard d'universitaire sur leur force de cohésion sociale, regard que nous pourrons ensemble enrichir lors des échanges qui suivront.

Ensuite, nous discuterons, dans une table ronde co-organisée avec le FORIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations), des engagements des jeunes dans les organisations de solidarité Internationales issues des Migrations. Cela sera l'occasion d'entendre des jeunes parler de leur engagement et de l'impact, sur des territoires différents, de cet engagement, avec les participations de l'Association des jeunes du Pavé Neuf et de l'Union des étudiants vietnamiens de France. Cela nous permettra aussi plus globalement de mettre en évidence les liens entre politique jeunesse, politique de la ville et coopération décentralisée, impliquant des Organisations de solidarité internationale issues des migrations. Nous serons en compagnie de l'association Mureaux Solidarité (dans le cadre d'une coopération décentralisée entre le conseil général des Yvelines et la région de Kounoun au Sénégal) et du conseil régional d'Ile de France et de la CADERKAF, qui travaillent ensemble dans la région de Kayes, au Mali.

La matinée s'achèvera sur la projection d'un court film réalisé suite à la conférence du 9 juillet 2015 dans le cadre de l'année européenne du développement. Co-organisée par un consortium réunissant le CNAJEP, le CLONG Volontariat, Educasol et France Volontaires, elle s'est intéressée à la place des jeunes dans les politiques de développement. Cette conférence a été l'occasion de leur donner la parole et de voir l'éventail de formes que pouvaient prendre leurs engagements à l'international.

Cet après-midi, la part belle sera faite aux projets soutenus dans le cadre de l'appel à initiatives du FAIVE. Ceux-ci s'inscrivent dans les trois axes du Forum : processus d'accompagnement, valorisation des compétences acquises et articulation avec les parcours professionnels, et éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. En 2015, dix initiatives sont soutenues par France Volontaires, et sont accompagnées tout au long de leur réalisation. De la valorisation par la vidéo de parcours de services civiques combinant un temps en France et un temps à l'international, en passant par une étude sur l'engagement à l'international des jeunes du département de l'Ain, les initiatives sont riches et variées.

Vous serez d'ailleurs invités à rencontrer les structures soutenues, certaines en 2014, d'autres en 2015, lors du village des initiatives qui ouvrira cet après-midi. Cela sera l'occasion pour elles de vous présenter les projets qu'elles ont développés pour favoriser la reconnaissance des engagements volontaires à l'international.

Ensuite, deux démarches de capitalisation des expériences menées dans le cadre du FAIVE vous seront présentées. La première, réalisée par Lianes Coopération et France Volontaires dans le cadre d'ateliers thématiques du FAIVE, s'est intéressée aux pratiques d'accompagnement au retour mises en place par différentes structures du Nord-Pas-de-Calais. La seconde, s'est déroulée dans le cadre des Cahiers de l'action, collection de l'INJEP, par ailleurs partenaire du FAIVE, qui s'intéresse aux pratiques des acteurs de la jeunesse sur les territoires. L'expérience du FAIVE fait l'objet d'un numéro intitulé « De l'international au local : les enjeux du volontariat de solidarité », auquel ont contribué divers partenaires, dont Coordination Sud, mais aussi la Ligue de l'enseignement et Ritimo, tous deux membres du comité d'orientation du FAIVE. Pour France Volontaires, l'axe production et partage de connaissances du FAIVE est majeur. C'est à la fois en échangeant, ensemble, lors de journées comme celle-ci, mais également en capitalisant les pratiques et les expériences de chaque association, que nous pourrons contribuer, de la façon la plus complète et la plus concrète à la reconnaissance des engagements à l'international.

Par ailleurs, sur ce sujet de la mixité et de l'exigence du vivre ensemble, il nous est apparu évident de confier à Michel Sauquet la synthétisation des échanges de cette journée et leur mise en perspective en fin de journée. Son regard fin sur les questions interculturelles et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale promettent une clôture très riche, et nous l'en remercions d'ores et déjà. Educasol, qu'il préside, est un partenaire privilégié de France Volontaires, avec qui nous travaillons sur différents chantiers, notamment sur la capitalisation de l'accompagnement d'expériences de volontariat dans la perspective de développement d'actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Les temps sont complexes, les défis nombreux, mais il est nécessaire pour France Volontaires et tous ses partenaires, de continuer à tisser du lien social, dans notre société et à travers le monde. L'engagement volontaire à l'international, par son impact local et global, est une des réponses concrètes, constructives et participatives, aux défis actuels. Il est nécessaire pour nous d'affirmer et de porter ces valeurs d'engagement, de solidarité et de transmission.

Je nous souhaite à tous une riche rencontre du FAIVE et, puisqu'exceptionnellement, nous ne nous réunissons pas le 5 décembre, une très bonne Journée Internationale des Volontaires, demain.

Merci à tous.



Le pouvoir de cohésion sociale de l'implication citoyenne. Réflexions sur les conditions, modalités et effets des engagements.

Sylvain Bordie

Maître de conférences à l'Université de Bordeaux (Collège Sciences de l'homme, UF Staps), Chercheur au LACES (EA 4140 – U. Bdx), Chercheur associé au CRESPPA-CSU (CNRS-Paris Lumières).

INTRODUCTION

En préparant cette intervention, je me suis souvent dit que ça n'allait pas être facile d'avoir, en cette période, des choses intéressantes à vous dire. Les discours politiques et médiatiques sur la cohésion sociale, le vivre ensemble, le lien social, termes parfois utilisés comme des synonymes, abondent depuis les événements du 13 novembre. On entend des discours sur les menaces existantes sur la cohésion sociale, il y a des interrogations sur le lien entre la non cohésion sociale et la survenue des événements. Dans ce contexte, quelle valeur ajoutée apporter ? Non pas que dans des périodes moins difficiles, les sociologues ont plus facilement des éléments de réflexion à livrer sur la question. Cependant, lorsque, en apparence, c'est plus calme, ils peuvent peut-être se sentir moins désarmés face aux événements.

Je serai fidèle à ma conception de la fonction sociale des sciences sociales en évitant un discours d'emblée général, et exclusivement général, surplombant, sur la cohésion sociale et l'engagement citoyen. Pour moi, cette fonction sociale du sociologue consiste d'abord à restituer des manières de regarder le monde, le monde social, pour moins mal le comprendre et pour, du coup, ne pas être seulement compris, pris par lui, sous son emprise. Compte tenu de mes origines sociales, de mes ancrages géographiques, de mon environnement professionnel et de mes entourages successifs, je n'ai été volontaire, bénévole, citoyen engagé, selon la définition dominante du citoyen engagé, que dans le cadre de mes enquêtes sociologiques.

Cette forme de désengagement me rend-elle illégitime à parler de l'engagement et de ses effets ? Pas complètement, je vais essayer de vous montrer pourquoi, en mobilisant notamment les enquêtes sociologiques que je réalise depuis le début des années 2000. Sur quoi j'enquête ? Sur la jeunesse, sur les jeunes. Sur l'action sociale et plus récemment sur l'action sanitaire. Sur le lien social. Sur l'absence de lien aussi, en travaillant sur l'expérience de la solitude.

Mes enquêtes réalisées principalement à Paris et en région parisienne, et en Bretagne et en Aquitaine, portent donc sur deux thématiques principales :

- L'action publique orientée vers les jeunes des territoires populaires. Par action publique, j'entends les dispositifs de politiques publiques mais aussi les « partenaires » associatifs et les publics des associations.
- Les questions d'isolement et de solitude. Je m'intéresse à la fois à la gestion publique et parapublique de l'isolement et à l'expérience du retrait social.

Ces deux thématiques ont en commun d'être traitées, par mes soins, sous l'angle de la socialisation. C'est-à-dire que, où que je sois, dans une association des Hauts-de-Seine où la totalité du personnel accueillant des jeunes est bénévole, a moins de trente ans et est issue des immigrations africaines ou dans le comité départemental d'une grande organisation caritative française, constitué exclusivement de retraités de la fonction publique, j'essaie de comprendre pourquoi ces personnes sont là, ce qu'elles y font et ce que leurs engagements leur font ainsi qu'à leurs publics. Il s'agit des effets socialisateurs de l'action, de l'investissement, de l'engagement. Ce qui m'intéresse, c'est de comprendre les multiples forces sociales qui pèsent sur les individus. Il peut s'agir des pouvoirs qui s'exercent sur eux sans qu'ils en aient forcément conscience, des valeurs, des normes qui les modèlent. Il peut s'agir aussi des mots d'ordre politiques, administratifs, entrepreneuriaux ou associatifs auxquels ils s'exposent au cours de leurs existences dans les endroits où ils vivent et auprès des personnes avec qui ils vivent.

Vous l'aurez compris, mes terrains d'enquête sont exclusivement situés en France. Cela ne veut pas dire que mes investigations n'ont pas d'intérêt pour qui réfléchit au volontariat à l'international. En effet, il y a des ressorts d'engagement, des formes d'investissement, qui transcendent ces disparités territoriales, les contextes nationaux, les distances géographiques. Ce qui se passe à l'étranger peut éclairer ce qui se joue ici et réciproquement.

François Grolier, qui coordonne le FAIVE, m'a donc invité à réfléchir avec vous sur la manière dont l'engagement citoyen peut être un levier de cohésion sociale. Vous aurez compris, également, que je ne suis pas un théoricien de la cohésion sociale ni davantage un théoricien de la citoyenneté. Ce n'est pas mon propos, ma priorité, de dire ce que la cohésion sociale est en général, et encore moins ce qu'elle devrait être. Cependant, ce que j'observe, ce que j'entends, ce que j'expérimente comme rencontres et comme échanges, ce que je comprends, en faisant des enquêtes de terrain, peut avoir une portée générale sur ces enjeux.

De mon point de vue, la force de cohésion sociale de l'implication citoyenne en tant qu'associatif, volontaire, bénévole, n'est intelligible que restituée dans ses conditions de production. Cette force possible n'est aussi intelligible que restituée dans la complexité de ses modes de réalisation et, par ailleurs, dans la diversité de ses effets : effets sur les engagé(e)s, sur leurs « publics » éventuels et sur les institutions et les territoires où leur activité s'inscrit. Cela étant dit, il est indispensable de poser les termes de la réflexion.

Que veut dire la notion, l'idée, de cohésion sociale ? Que veulent dire aussi ses usages dans l'espace public, dans le débat public ?

Cette attention pour le mot et les mots associés à la « cohésion sociale » - lien social, participation, vivre ensemble, inégalité, solidarité - peut donner à réfléchir sur sa routinisation, peut aider à « désévidencier » la notion afin de la rendre encore plus utile aux échanges et donc aux engagements. Qu'est-ce que l'engagement citoyen ? Ou plutôt, l'engagement citoyen n'est-il qu'un mot ou deux mots ? Avant d'envisager des réponses à cette question, il est tout aussi nécessaire d'interroger ces mots. Qu'est-ce que l'engagement pour celle ou celui qui s'engage ? Pourquoi cet investissement ? Comment celui-ci est-il perçu et reçu ? Il y a aussi un intérêt à interroger la notion d'engagement citoyen. N'y a-t-il que d'« engagement citoyen » ?

La réflexion sur ce que sont la cohésion sociale et l'engagement citoyen feront l'objet d'un premier point. Alors il sera possible, dans un deuxième temps, de réfléchir à la question suivante : comment les engagements citoyens, de toutes formes, sont-ils des leviers de cohésion sociale ? Je mobiliserai un regard sociologique sur la force des engagements sur les engagé(e)s et sur leurs publics et leurs cibles : la force sur le plan de l'usage du monde, de la vision du monde, de la place que l'on veut et que l'ont peut occuper en son sein. J'en viens donc à mon premier point.



1. LES NOTIONS DE COHÉSION SOCIALE ET D'ENGAGEMENT CITOYEN

La notion de cohésion sociale

Je disais à l'instant que ce n'est pas mon rôle de réfléchir à ce que la cohésion sociale, le lien social, la citoyenneté, devraient être. Au contraire, ma posture consiste à ne pas savoir ce que c'est, de ne pas avoir une idée, précise, arrêtée, de ce que sont ces notions.

Qu'est-ce que j'entends par cohésion sociale ? Qu'est-ce que vous entendez par cohésion sociale ? Qu'est-ce qui a été entendu à un moment donné par Ministère de la Cohésion sociale ? Que veut dire la Fédération française de crémation lorsqu'elle écrit : « Les associations sont un maillon essentiel de la cohésion sociale » ? Que veut dire également la Direction générale de la Cohésion sociale (DGCS) lorsqu'elle se présente comme veillant à la cohérence nationale et territoriale des politiques publiques de solidarité, de développement social et de promotion de l'égalité ?

La plupart du temps, les institutions ne définissent pas ce qu'elles entendent par cohésion sociale, comme s'il allait de soi que nous nous comprenions, que nous en ayons la même définition. Les sociologues ne font pas obligatoirement autre chose. J'en veux pour preuve l'usage qu'en fait par exemple Olivier Godechot, un sociologue spécialiste de la finance, lorsqu'il s'adresse à des journalistes de l'hebdomadaire Marianne il y a quelques semaines dans un article intitulé La Machine à inégalités. Cet article consacré à la déformation de la distribution des revenus évoquant l'agrandissement des écarts de salaires entre la minorité des plus riches et les autres comporte le passage suivant : « Si l'accroissement des inégalités est désormais vu comme une menace sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble démocratique, alors il faut prendre toute la mesure de ses causes structurelles les plus flagrantes ».

Si la notion de cohésion sociale n'est pas définie, on voit bien qu'il y a ici, dans son usage, la volonté de faire réfléchir sur l'enjeu suivant : jusqu'à quel point les inégalités restent acceptables, acceptées ? Jusqu'à quel point, l'ordre social, inégalitaire, peut-il s'organiser autour d'écarts de niveaux de vie, de conditions d'existence ?

Depuis le 13 novembre, ces questions économiques, ces liens entre économie et cohésion sociale, entre revenus et cohésion sociale, ont, par certains aspects, laissé la place médiatique, politique, à d'autres articulations : cohésion et religion, cohésion et quartiers, cohésion et communautarisme. A chaque fois, il s'agit d'un point de vue socialement situé sur ce que la société, idéalement, doit être, doit donner à ses membres, ne pas confisquer à certains d'entre eux, ne pas monopoliser au profit de certains, au détriment d'autres. Mon travail consiste à construire un point de vue sur ces points de vue, sur ces prescriptions « Il faut... ». Cette construction nécessite précisément d'être davantage dans l'explication que dans la prescription. Dans la perspective d'une réflexion sur la cohésion sociale et l'engagement, ce positionnement peut poser problème. En effet, une fois de plus, les sciences sociales ne se

montrent pas très utiles puisqu'elles se contentent de dresser des constats, tristes, sans dire ce qu'il y aurait à faire pour améliorer la situation.

Tout n'est peut-être pas si négatif. Plus la notion de cohésion sociale est utilisée sur le mode de l'évidence, plus il est nécessaire de la questionner. Et cette forme de distance, de réflexivité sur les mots, sur leurs usages professionnels, politiques, scientifiques, peut aider à y voir plus clair. Pourquoi ?

D'abord parce qu'il y a autant de définitions possibles de cette notion qu'il y a de manières de participer au monde, comme volontaire citoyen ou comme citoyen allergique au volontariat, comme sociologue des associations ou comme dirigeant associatif, comme promoteur du tiers secteur ou comme détracteur de l'économie solidaire.

Cette multiplicité de définitions peut favoriser un dialogue ou des dialogues de sourds pendant des décennies. Cette espèce d'imprécision et de confusion n'est ni anodine ni innocente. Ce sont des forces sociales qui permettent ce dialogue de sourds, ces incompréhensions, je veux dire des discours politiques, institutionnels, produits par les autorités sociales et les forces économiques.

C'est pourquoi, de mon point de vue, une arme, ou plutôt, une ressource pertinente pour n'importe quel engagé, qu'il ou qu'elle soit dans une association de trentenaires Bac+5 à Paris voulant rapprocher les banlieues de la capitale ou dans une organisation humanitaire dans une ville d'un pays en voie de développement, une ressource pertinente serait de disposer du tableau le plus objectif qui soit sur les forces en présence. Les forces que l'engagé représente, d'une part, et celles qu'il affronte ou dont il sollicite le soutien, d'autre part.

Chez les sociologues comme dans vos activités respectives, il n'y a pas une définition, figée dans le temps, de cette notion. Il y a quand même, semble-t-il, une définition dominante.

Pour examiner cela, on peut mobiliser le sociologue français Emile Durkheim. Il dit à la fin du XIX^{ème} siècle la chose suivante :

« Dans une société cohérente et vivace, il y a de tous à chacun et de chacun à nous un continuel échange d'idées et de sentiments et comme une mutuelle assistance morale »²

Pour Durkheim, la cohésion sociale serait un échange réciproque entre des membres d'une société ; ces échanges, cette communication, cette assistance, sont le lien social et fondent la cohésion sociale.

La cohésion sociale, dans un état idéal de la société, il est difficile d'être contre. La dimension consensuelle de cette définition de la cohésion sociale résiste au temps. De façon un peu provocatrice, on pourrait dire que ça ne mange pas de pain, depuis longtemps, de dire ça, d'écrire tout ça. On retrouve souvent ces idées dans des discours officiels, politiques, institutionnels, associatifs, humanitaires, caritatifs. C'est à peu de choses près aussi ce qu'on retrouve chez les sociologues et les théoriciens du social. Tandis que la notion de solidarité évoque peut être davantage l'idée de redistribution, de répartition des richesses, il s'agit souvent, avec la notion de cohésion sociale, surtout de faire « tenir ensemble » les différentes composantes de la société. Alors un objectif central est la lutte contre l'exclusion. Et un moyen privilégié de cette lutte est la participation.

Il est question d'échanges d'idées, de sentiments, de services, d'assistances mutuelles qui permettraient à chacun d'avoir une place dans la structure sociale. En somme, il s'agit largement de choses gratuites, gratuites dans le sens où ça ne coûte pas beaucoup d'argent. En revanche, cela coûte en temps et en énergie sociale. Cela coûte aussi en investissements pour encourager ces échanges, ces assistances, pour perpétuer la bonne volonté d'engagement, la bonne volonté participative.

Comme à la fin du XIX^{ème} siècle de Durkheim, nous sommes, en 2015, encore loin du compte. Durkheim dit aussi la chose suivante : « L'autonomie croissante de l'individu débouche sur des interdépendances plus étroites avec les autres membres de la société »³. Il montre la relation qu'il peut y avoir entre ce problème de lien social qui va de travers, de cohésion sociale qui n'est plus, et l'autonomie acquise par les individus à mesure que la société se spécialise, s'urbanise, s'industrialise et donc multiplie les profils existants parmi ses membres en même temps que se développe l'intervention de l'Etat, avant que celui-ci, plus tard, ne délègue massivement le service public aux associations.

2

Emile DURKHEIM, *Le Suicide*, Paris, PUF, 2007 (1897)

3

Ibid.



Aujourd'hui, ce paradoxe continue à structurer nos existences. Des injonctions contradictoires d'autonomie et de lien social pèsent sur chaque individu, et de plus en plus fortement. Pour être un individu de façon positive, il faut être à la fois suffisamment autonome pour ne pas être dépendant socialement, et suffisamment entouré socialement pour être autonome.

D'un côté, il faut être capable de se débrouiller seul, de l'autre il faut être capable de se connecter aux autres parce que l'on dépend d'eux pour tout. Les relations intergénérationnelles, les rapports sociaux de sexe, les sociabilités, les relations familiales et, bien sûr, les engagements citoyens, sont travaillés par ces injonctions contradictoires. On peut d'ailleurs se demander si, d'une certaine manière, les engagements ne sont pas liés à ce type d'injonctions. Plus généralement, reste à savoir comment les individus composent avec ces injonctions, y adhèrent, y résistent ou ne peuvent pas s'y conformer, dans leurs existences, dans leurs activités professionnelles.

L'existence dans ce monde est plus ou moins coûteuse, financièrement, symboliquement, selon que l'on est un homme ou une femme, considéré, sur la base de la couleur de peau ou de l'accent, comme d'ici ou pas d'ici, un jeune ou un vieux, un salarié par ailleurs ou pendant un temps volontaire associatif, ou un assisté social dans l'impossibilité de s'engager. C'est pourquoi, pour saisir ces coûts différenciés, il faut faire intervenir dans la réflexion, les inégalités sociales, économiques, culturelles, spatiales et, bien sûr, les différences sociales, les possibilités ou les impossibilités d'avoir un travail, les possibilités ou les impossibilités d'avoir des amis, des soutiens, et de bénéficier d'entraide. Dès lors, la réflexion sur le lien social et la cohésion sociale devient moins consensuelle, moins générale, moins déconnectée des pratiques et des conditions sociales, moins ajustée au discours prégnant selon lequel tout le monde et tout peut se valoir.

Ce discours selon lequel un monde sans différences entre groupes, fait d'individus autonomes tout en étant heureux de se côtoyer, jamais en colère, peut exister. Ce discours selon lequel c'est à la société, aux citoyens, qu'il revient de faire le lien social et la cohésion sociale, et pas plus spécifiquement à l'Etat et aux forces économiques. La société est comme sommée de se réparer elle-même. Celle-ci étant divisée par les découpages administratifs, les statuts professionnels, les classements scolaires, les modes de vie, cette réparation ne peut pas ne pas être problématique et inégale selon les endroits, les milieux. C'est pourquoi il y a un intérêt à regarder dans les différents univers sociaux et professionnels ce qu'il en est des échanges et de l'assistance qu'Emile Durkheim appelait de ses vœux.

Dans certains milieux, ces échanges et cette assistance sont opérantes. En effet, dans certaines fractions des classes supérieures, chez les grands bourgeois mais aussi ailleurs, bien sûr, il y a de l'entraide intergénérationnelle, amicale, familiale, entre connaissances souvent nombreuses. Là, on peut apercevoir de la cohésion sociale. Une cohésion sociale localisée, circonscrite certes, mais une cohésion sociale quand même. Celle-ci repose, pour reprendre l'idée de Mark Granovetter, un sociologue américain, sur la force des liens faibles⁴. Ces personnes que l'on connaît sans les fréquenter régulièrement ou que les connaissances permettent de contacter et qui ouvrent sur des opportunités : vacances, voiture, relations amoureuses, mariage, logement, stages, emplois.

Ces liens faibles existent moins dans les catégories populaires où, du coup, les opportunités de bénéficier de ces formes de cohésion sociale au sein d'un milieu social donné sont plus limitées, ce qui ne manque pas d'inquiéter les autorités sociales. En effet, c'est dans les zones populaires, auprès des populations précaires, vulnérables, que les injonctions politiques au lien social sont les plus fortes. Ce faisant, un autre paradoxe apparaît aujourd'hui structurer les existences des milieux populaires, des pauvres, des exclus : plus les conditions pour que la cohésion sociale « à la Durkheim » sont, dans ce contexte d'avènement de la précarité comme norme, difficiles à réunir, plus ces populations s'exposent à l'obligation d'aider, d'échanger, de se montrer « civiles », respectueuses.

Ces injonctions visent à contrer en priorité la conflictualité des rapports sociaux. Cette conflictualité contemporaine fait écho à celle dont parle l'historienne Arlette Farge :

« Face au « consentement » (laisser faire) ou à l'indifférence des plus grands, les plus vulnérables s'affrontent d'autant plus qu'ils se savent sans pouvoir, absents de responsabilité, humiliés, sans image valorisante d'eux-mêmes »⁵

Cela étant dit, la cohésion sociale ou la crise de cohésion sociale générale ne se comprennent qu'en considérant simultanément ce qui se joue à l'intérieur des milieux sociaux, à l'intérieur des classes sociales et ce qui se joue dans leurs interrelations. Les deux dynamiques sont interdépendantes.

La cohésion sociale peut être la coexistence paisible, sereine et, pas seulement, la coprésence, des milieux sociaux. Tout compte fait, et cela rejoint des choses évoquées tout à l'heure, la cohésion sociale ne serait-elle pas un ordre social inégalitaire accepté par le plus grand nombre ? Et la menace sur la cohésion sociale parfois évoquée n'exprimerait-elle pas la crainte d'une crise du consentement à cet ordre ? C'est pourquoi il n'est pas sans intérêt d'interroger la fonction sociale de la crise de la cohésion sociale, de ce dysfonctionnement du lien social. Nous savons qui cela dessert le plus. On sait moins, on se demande moins, il me semble, à quoi ça sert ? A qui ça sert ? A quels citoyens ? Il est temps, d'ailleurs, de s'interroger plus précisément sur ce qu'est la citoyenneté et un engagement citoyen.

La notion d'engagement citoyen

Christian Lebart et Rémi Lefèbvre soulignent que « ce qui fait le succès des catégories d'intervention publique tient souvent à leur caractère flou »⁶. La citoyenneté est une de ces catégories à succès. Faisant référence aux institutions républicaines et au civisme, à la liberté, à l'égalité, depuis le rappel des devoirs du citoyen en matière de participation aux scrutins électoraux jusqu'à l'injonction à ne pas perturber l'ordre public, le faisceau des attitudes attendues et dénoncées structuré autour de cette notion est extrêmement large. Pour donner des éléments, j'évoquerai une recherche que j'ai faite entre 2002 et 2010 sur les enjeux sociaux et identitaires des relations entre « jeunes » et travailleurs sociaux (bénévoles, animateurs, éducateurs) dans les quartiers populaires. La compréhension de ces relations suppose de considérer ce qu'elles doivent aux catégories d'action publique que sont la citoyenneté et la proximité entre élus et populations à des fins de reconstruction du lien social.

Par exemple, la citoyenneté, dans un arrondissement de Paris, ce peut être la promotion des valeurs républicaines, l'encouragement à user de son droit de vote, à se saisir, en tant que jeune, de la possibilité de s'inscrire dans un dispositif de démocratie participative. La citoyenneté peut être aussi une exposition aux discours sécuritaires, alarmistes et stigmatisants de policiers, d'administratifs, d'élus. Ici, dans ce quartier parisien, la citoyenneté est souvent synonyme de civilité. J'ai considéré, sur ce terrain, les injonctions formulées par les autorités locales aux jeunes participants aux associations locales à participer à des opérations d'éducation à la citoyenneté. Selon l'adjoint à la sécurité, les « opérations citoyennes » visent à « enseigner le respect comme l'élément fondamental de la vie en société ».

Ce que Gauthier, trentenaire originaire de la grande bourgeoisie, un des fondateurs d'une association locale nommée «Citoyen.org» exprime de sa vision de la jeunesse est exemplaire de ces intentions éducatives. Les membres de cette association sont pour la plupart membres du parti «Les Républicains», diplômés du supérieur. Lors d'un entretien, organisé après notre rencontre lors d'une manifestation durant laquelle il faisait passer à des jeunes

⁵ Arlette FARGE, *La déchirure. Souffrance et déliaison sociale au XVIII, Montrouge, Bayard, 2013.*

⁶ Christian LEBART et Rémi LEFEBVRE, « Introduction. Une nouvelle grandeur politique ? » In Christian Le Bart, Rémi Lefèbvre (dir.), *La proximité en politique : Usages, rhétoriques, pratiques, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 11-30.*



des questionnaires sur la République française, le militant évoque la conception de cet engagement associatif, une conception indissociable de sa perception des jeunes qu'il entend « sensibiliser » à la citoyenneté telle qu'il la définit :

Gauthier : « L'idée, c'est les éduquer ! Oui, faire de l'éducation civique ! Y'a une vraie soif de connaissances, on a été sidéré ! Comme quoi ces gens sont vraiment demandeurs. Ça passe par le ludique, la transversalité ! Bien sûr la société a changé depuis trente ans mais voilà l'esprit ! On a un objectif intellectuel, entre guillemets, c'est pour la cohésion !

Sylvain : Vous êtes inquiets de la situation ?

Gauthier : Oui, ça se dégrade. Il faut refaire du lien social là où il y a de graves problèmes sociaux ! Sinon, tout le monde va finir par se taper dessus ! »

Gauthier considère faire un engagement citoyen pouvant générer de la cohésion ou du moins empêcher sa dislocation. Aujourd'hui, dans des comités d'une grande organisation caritative française, je rencontre notamment des bénévoles-bénéficiaires. Ces « BB », je reprends le sigle tel qu'il est utilisé parfois, contrairement à Gauthier, ne disent pas beaucoup ces mots de « lien social », de « cohésion », de « citoyenneté ». Ils n'explicitent pas non plus les effets qu'ils escomptent de l'action, de la participation, en laquelle ils croient. Parmi eux, il y a Roberte, 43 ans, non diplômée, n'ayant jamais été inscrite dans le monde professionnel traditionnel et mère de 5 enfants. Lorsqu'elle décharge les voitures remplies des vivres laissées à disposition par les hypermarchés, elle est investie, engagée. Elle participe à maintenir la vie acceptable pour elle, sa famille et le public de cette organisation caritative. Si elle ne reçoit pas d'argent, elle y gagne des compliments de la part des autres bénévoles et l'assurance de prolonger leur soutien.

Les cas de Gauthier et Roberte permettent de souligner l'importance qu'il y a à mettre en relation les discours sur les engagements citoyens avec la pratique, avec les usages des engagements citoyens. Entre Gauthier et Roberte, il y a tout la largeur du spectre social. Cependant, il est possible de considérer que ce qu'ils font est véritablement un engagement citoyen. Cet engagement dans l'engagement est le résultat d'une conjoncture favorable, les conditions sont réunies pour celui-ci, ils ont les compétences requises pour faire ce qu'ils ont à faire. Ces compétences, et donc ces engagements, sont liées aux caractéristiques de leurs trajectoires, de leurs histoires, et donc à leur rapport au passé, au présent, à l'avenir. L'avenir de Gauthier, ce sont des responsabilités politiques au moins à l'échelon parisien, à combiner avec une vie professionnelle dans un cabinet de conseil. Pour qu'advienne cet avenir, il a fallu grandir là où il a grandi et il faut en passer par cet investissement bénévole dans la « citoyenneté ». L'avenir de Roberte, c'est rester Bénévole-Bénéficiaire au comité de cette organisation caritative, stabiliser, assurer une certaine précarité « acceptable ». Cela passe notamment par le maintien de l'engagement dans cet engagement. Le but de ces deux engagements est de favoriser la cohésion sociale, de sauver la cohésion sociale. Qu'en est-il, au fond, dans les faits ? Cette question me permet d'introduire mon deuxième point.



2. L'ENGAGEMENT CITOYEN COMME LEVIER DE COHÉSION SOCIALE

Pour que ce type d'actions produise, reproduise ou génère de la cohésion sociale, il faut aussi que tout un ensemble de conditions soient réunies. Dans cette perspective, je considérerai l'existence possible de différents types de leviers, et donc d'effets. J'envisage la possibilité de distinguer des effets immédiats : rendre la vie acceptable et supportable aux « cibles », publics, usagers. Et des effets à plus long terme, relativement difficiles et à saisir et à mesurer : entretenir, renforcer, ou construire/reconstruire la croyance en la solidarité, en « l'humain », perpétuer, assurer la reproduction des vocations citoyennes et faire tenir ensemble les gens. Pour apporter des éléments sur cet enjeu, je mobiliserai encore mes enquêtes. J'en viens donc à ce premier type d'effets.

Des effets immédiats et localisés

Pour évoquer cet aspect, je vais surtout vous parler de Vito. Il est le fondateur d'une association nommée Sport, culture et Education pour tous (SCEPT), créée en 1997 dans un quartier populaire de Paris intégré à la Politique de la ville. J'y ai été bénévole observateur pendant un an.

Vito est né au Portugal en 1967. Avant d'être un associatif engagé en faveur de la jeunesse, avant d'être un acteur légitime à répondre au problème de la jeunesse, il a été un « jeune à problèmes » connu par les services de police, un jeune aussi en proie à la violence de son père et de ses pairs. L'engagement dans le bénévolat, sous la houlette d'un ancien policier responsable d'un club sportif, va lui offrir des séquences de rupture avec ces violences. Cette opportunité offerte d'échapper aux coups physiques est un ressort essentiel de la mobilisation, de la motivation. D'autres motifs de motivation vont ancrer Vito dans l'engagement associatif. Lorsqu'il devient dirigeant associatif en 1997, c'est sous l'impulsion conjuguée de l'administration de la Politique de la ville, de certains élus, de certains acteurs associatifs et de certains policiers. Derrière la création de cette association, il y a l'idée que Vito, de cette manière, sera plus contrôlable, gérable, en même temps qu'il pourra contribuer au contrôle et à l'éducation de la jeunesse locale. Ses compétences sociales, sa capacité à échanger avec les autorités et avec les habitants, et sa connaissance de la population locale, de ses difficultés, de ses modes de vie, de ses rapports aux autres institutions, font de lui un acteur local indispensable tant aux autorités locales qu'à ceux qui posent problème à ces autorités.

La SCEPT est le lieu où l'on va lorsque l'on ne sait plus quoi faire face au décrochage scolaire de son enfant, face à une procédure judiciaire, face à l'impossibilité de trouver un logement, face à la difficulté pour se nourrir. Par de nombreux aspects, cette association locale animée par des engagés bénévoles précaires – Vito travaille à mi-temps dans le nettoyage industriel – est un refuge, un endroit permettant d'échapper à la dureté de la vie. Par ailleurs l'association offre une alternative à des relations d'aide « traditionnelles » parfois appréhendées comme infâmes. Il s'agit, par exemple, des relations avec les assistants de service social, avec les éducateurs de la protection de la jeunesse.

Vito ne dit pas de son investissement, de sa présence permanente dans le local, qui ne lui rapporte pas d'argent mais un capital de relations sociales, que c'est un engagement et, encore moins, un engagement citoyen. En revanche il dit souvent « moi c'est avec les plus pires que je veux être », « Moi c'est social, pas moyen ». On peut s'engager pour trouver l'altérité, un exotisme social, culturel, géographique. Vito, lui, veut rester auprès de ceux qu'il appréhende comme les siens, comme ses homologues : les « Maghrébins » et les « Noirs ».

Cette dynamique renvoie à un enjeu plus général du pour qui s'engager ? Ceux qui appellent à l'engagement, ceux qui font qu'on est sollicité, ceux qui font qu'on adhère à une cause débouchant sur un mode particulier d'implication dans la vie sociale. Cette dynamique est aussi indissociable de la compatibilité des citoyens engagés avec la couleur de peau, le sexe, la religion, le niveau d'instruction, la langue des collègues, collaborateurs et publics côtoyés. Pour ce qui est de Vito, son histoire, ses difficultés présentes, son entourage, font de lui l'acteur parfait de cette scène sociale au confluent des questions sociale, scolaire, migratoire, judiciaire. Ces caractéristiques favorisent, il faut le dire, un double asservissement aux pouvoirs locaux et à certains habitants.

Un asservissement gratuit, dans le sens où il ne coûte pas d'argent à la collectivité, aux pouvoirs publics. Un asservissement néanmoins pourvoyeur, concernant Vito, de contacts indispensables à sa survie. Les autorités locales lui offrent une légitimité associative. En retour, il fait le lien entre la population et les autorités, il génère des liens entre les habitants, accueille les nouveaux arrivants dans le quartier. Localement, il est un générateur de cohésion sociale.

En parallèle, les publics de l'association sont exposés à des opérations citoyennes « stigmatisantes » qui, de manière assez contradictoire, semblent affirmer, sur la base de leur couleur de peau et de leur lieu de résidence essentiellement, leur différence avec les autres, des opérations qui semblent leur refuser d'être considérés comme normaux, comme pas nécessairement poseurs de problèmes.

Cette contradiction n'enlève pas pour autant à la SCEPT sa force potentielle de cohésion sociale. Ces constructions locales, ces liens indispensables, vitaux, construits par les engagés se présentant ou non comme engagés, par des citoyens ou non engagés dans des engagements, on peut les observer en ville, à Paris et en province, mais aussi à la campagne.

C'est ce que j'observe en Gironde lorsque les acteurs associatifs de la jeunesse permettent à des ouvriers viticoles étrangers d'apprendre le français. C'est ce que j'observe lorsque des bénévoles de 75 ou 80 ans se rendent disponibles pour que des jeunes saisonniers étrangers de 20 ans qu'ils ne reverront jamais et dont ils ne parlent pas la langue puissent toucher leur paye.

Ici l'engagement citoyen, en même temps qu'il constitue pour les engagés une dimension plus ou moins importante de leur position sociale, de leur statut social, permet à la personne qu'il cible de ne pas perdre pied. Ne pas perdre pied, certes, mais permettre à la personne de prendre racine, de se stabiliser, ici, ou ailleurs, de passer de la survie à la vie « normale », c'est une autre histoire.

Ces différents types d'action collective interrogent un même enjeu : celui des conditions nécessaires à ce que les engagements participent à la cohésion sociale, puissent faire en sorte que chaque membre du corps social soit légitime et ait une place à partir de laquelle il participe à l'intégration sociale de ses contemporains.

C'est pourquoi une question se pose, une question s'impose : une fois ces contacts établis, une fois ces aides prodiguées, une fois ces liens noués, que font-ils à ceux qui en bénéficient, de part et d'autre ? Que permettent-ils d'acquérir comme ressources ? Qu'offrent-ils comme énergie renouvelable à celui qui s'engage et à celui qui bénéficie de cet engagement ? Les liens sociaux alimentent-ils d'autres liens sociaux pour faire une cohésion sociale durable et plus globale ? Moins localisée ou plus extra-locale ?

Parce que ce processus opère à l'échelon local, il y a peut-être un intérêt de se demander si celui-ci, avec des processus similaires ailleurs, n'entretient pas la non cohésion sociale à l'échelle nationale ou même internationale.



Des effets plus durables et extra-locaux, globaux ?

Ceci est un aspect plus difficile que les autres à envisager. Pour quelle raison ?

Parce qu'autant il est possible de saisir les effets immédiats d'une aide, d'un service - par exemple Roberte se voyant remettre un sac de pains par des bénévoles qui va lui permettre d'assurer la journée sur le plan de la nourriture, un jeune algérien se voyant délivrer un certificat médical par Vito qui va lui permettre d'accéder à une prestation sociale ou à un service social - autant il est difficile de saisir les effets à plus long terme de ces effets immédiats. D'ailleurs, ont-ils des effets à plus long terme et au-delà des espaces locaux, des structures locales ? Interroger ces enjeux redirige vers la réflexion sur les mots de cohésion et d'engagement.

Comment construire du lien social, de la cohésion sociale, en général ? Comment participer à retisser du lien social à travers l'engagement citoyen si on ne sait pas de quoi il s'agit, si les définitions de ces notions sont si multiples, et aussi si malléables ? Comment faire, également, si ce sur quoi on travaille fait unanimement sens dans le cadre de son institution de rattachement, ou dans le cadre d'un territoire donné, tandis que des homologues, des partenaires, des financeurs, des élus ne voient pas où vous voulez en venir ?

Il est possible aussi qu'au sein d'une équipe, d'un collectif de travail, de salariés, de bénévoles, il existe des différences de significations données au lien social, des différences également du point de vue des choses à mettre en œuvre en priorité. Ici, les sociologues et les citoyens engagés se heurtent au même problème : ces deux domaines (c'est valable évidemment pour d'autres endroits du monde) ne peuvent pas travailler si leurs membres n'ont pas clairement défini ce sur quoi ils travaillent.

Dans le domaine général et extensible de l'engagement citoyen, retisser le lien social, contribuer à la cohésion sociale, peut correspondre à l'objectif de ramener les individus vers les institutions publiques et parapubliques mais aussi correspondre à un objectif d'amener les individus à rompre avec ces institutions pour les faire se rapprocher des parties du corps social n'ayant pas à bénéficier de ces aides, de ces actions.

Ceci peut s'opérer d'abord par la production de lien social dans le temps même des interventions, dans les séquences dites d'actions collectives. Par exemple, organiser un tournoi de football. Je prends cet exemple d'une action suivie par une étudiante à Emmaüs, dont j'ai encadré le travail de recherche et qui se demandait au début de notre collaboration si ce type d'événement « fonctionnait ». Nous nous sommes demandé à quelles conditions ce type d'action peut apprendre ou réapprendre aux individus à être une force de génération de lien social. A la limite, ce n'est pas la mise en contact plus ou moins imposée, plus ou moins forcée qui compte, ce qui importe est davantage que la mise en contact permet d'intérioriser, d'acquérir une certaine capacité durable au contact.

A Emmaüs, comme partout ailleurs, la production de lien social à réaliser touche à l'en dehors des séquences de co-

présence entre engagés et cibles de l'engagement, touche à ce qui peut être prescrit à ces personnes, à ce qu'il est souhaitable qu'elles vivent et expérimentent, à ce qu'il est souhaitable également qu'elles évitent comme pratiques, comme comportements.

Le contact social n'est pas un donné, il est un construit social. Cela s'apprend d'être, de rester ou de redevenir un membre de la société. Ramener vers la vie sociale une personne n'est pas aisée, je dirais même que la tâche est considérable. De la même manière qu'il m'était difficile à l'Université catholique de Lille, en les voyant 5 heures par semaine, de convertir de probables futurs cadres hospitaliers d'hôpitaux au regard sociologique, il est difficile au citoyen engagé pendant son temps de travail de favoriser chez les personnes en difficulté un savoir-faire durable, solide, des liens sociaux, afin de devenir soi-même une force de cohésion sociale.

Pour soi, pour les engagés, les effets sont plus systématiques, peut-être ; je pense au fait de trouver, sur la durée, une fonction sociale ajustée à ses aspirations en termes d'accomplissement, d'épanouissement, de construction personnelle. Je pense aussi à la possibilité, tout compte fait, d'être fatigué, usé par l'engagement. Vito, avant de décéder en 2009, était heureux d'avoir animé cette association. Plus il attirait du public et des bénévoles, plus son adhésion à la cause des jeunes habitants du quartier et de leurs parents se consolidait. Mais il enrageait de n'avoir jamais obtenu de moyens plus importants, en somme, de ne pas avoir eu une reconnaissance supplémentaire par les autorités locales. Il reste qu'il a suscité, sinon stimulé, de nombreuses vocations d'engagement citoyen. L'un des jeunes bénévoles de la SCEPT, après un parcours dans l'animation, s'est orienté vers la gestion des organisations humanitaires.

Une considération pour les ruptures d'engagement permet d'éviter de considérer les contacts permis par les implications citoyennes, les liens créés par ces dernières, comme étant évidents. Ils sont les produits de la genèse et du présent de l'engagement citoyen et, bien sûr, je l'ai dit plus haut, les produits des itinéraires de ses protagonistes, les motivations de la motivation. Ils sont aussi les produits, historiquement situés et croisés d'une histoire sociale, économique, locale, nationale et internationale.

La réflexion sur ces effets ne peut pas ne pas considérer le contexte économique et social global, « la déstabilisation des stables », pour reprendre une expression de Robert Castel⁷, l'augmentation et le durcissement de la précarité, l'insécurité vécue par les cibles de l'engagement et l'incertitude qui pèse sur les engagés. Je pense notamment aux difficultés à financer l'activité associative salariée et bénévole. Il y a une insécurisation croisée qui pèse nécessairement. Une insécurisation qui, pour les publics, a la particularité de les enjoindre à montrer de la bonne volonté citoyenne, civique, je repense aux opérations citoyennes à destination de la jeunesse, alors même que, objectivement, la société dominante ne leur donne pas grand chose ou ne leur donne plus rien. Inscrite dans la politique de projet, de contrat, on pourra y revenir, cette obligation de contrepartie (pas de droits sans remplir de devoirs) peut poser problème à des engagés, à des volontaires qui savent cette contradiction.

A l'heure des partenariats et des appels à la synergie entre administratifs, acteurs de l'action sociale, éducative, culturelle, élus, citoyens, habitants et policiers, dans les rassemblements citoyens, dans les fêtes de quartier, dans les journées de la citoyenneté, des contacts entre milieux sociaux opèrent, une certaine mixité sociale opère. Mais comme le montre Elijah Anderson pour le cas de l'est américain⁸, ce n'est pas parce que les riches et les pauvres se côtoient qu'ils construisent des liens, retissent du lien social. Ces séquences de côtoiement physique peuvent être aussi des moments d'enregistrement des séparations, des distances. Par ailleurs, à l'heure du partenariat, à l'heure aussi des appels à projet, c'est en même temps une politique de mise en concurrence des institutions qui est organisée. Les centres sociaux contre les clubs de prévention, les bénévoles contre les salariés, les habitants des quartiers populaires contre ceux qui habitent en dehors, les homologues sociaux des habitants et les différents sociaux des habitants. Dans ce contexte, force est de constater que la fonction potentielle réparatrice du social des engagements est de plus en plus difficile, pour reprendre un terme de Robert Castel.

Ce que je veux dire c'est que, si les réparations sont utiles au moment où elles sont réalisées, dans ce monde dont nous savons qu'il est dur, nous avons cette certitude, tout peut se recasser très vite, les chutes et les rechutes peuvent se succéder, entremêlées de retours à la case institution d'aide. Cela étant, la possibilité de ne plus avoir de problèmes et de ne plus poser problème s'affaiblit, rendant encore plus indispensable les engagements capables d'infléchir ces dynamiques négatives pour les individus. Cette inflexion passe évidemment autant par l'accès aux droits, par l'accès aux aides, à l'éducation, à la santé, à l'hygiène que par une offre d'écoute, une possibilité d'échange.

7

Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Point Essais, 1999 (1995).

8

Elijah ANDERSON, *Cosmopolitan Canopy. Race and Civility in Everyday Life*, New-York, W. W. Norton & Company, 2011.



CONCLUSION

Cela est une certitude, la force de cohésion sociale de l'implication citoyenne est pour l'heure limitée. Appréhendé avec des lunettes sociologiques, ce constat est à la fois accablant, décourageant et porteur d'espoir, générateur de courage, encourageant.

Décourageant pour plusieurs raisons : faisant de sa priorité un meilleur vivre ensemble, une contribution à la résolution ou à l'atténuation des difficultés des uns et des autres, l'engagement citoyen est aussi en proie à des difficultés, difficultés notamment à assurer et à renouveler ses forces et à s'opposer à des forces présentant de nombreux atouts. Décourageant aussi parce qu'il est difficile, au vu de la situation nationale et internationale, de considérer que les bonnes volontés citoyennes peuvent améliorer la société, améliorer le monde.

L'engagement citoyen reste néanmoins, il me semble, largement porteur d'espoir. Il est porteur d'espoir parce que, cela est visible sur leurs terrains d'action, les citoyens engagés ne se montrent pas fatalistes face à ces autres forces, ne se contentent pas de consentir à l'ordre des choses.

Sous de nouvelles formes, l'engagement citoyen continue d'exister grâce à l'énergie d'hommes et de femmes, de pauvres et de riches, de fonctionnaires et de salariés des entreprises, de jeunes et de vieux, allant se mettre au service, directement ou indirectement, de personnes leur ressemblant, ou pas. Ces acteurs ne renoncent pas à donner un sens à leur tâche pas plus qu'ils ne renoncent à constituer leur activité sociale, culturelle, éducative, sanitaire, entrepreneuriale et environnementale, en force aussi bien protectrice de la dureté du monde que transformatrice, sur un mode positif, des existences.

Cette contribution à la croyance en l'intérêt de vivre et de faire vivre, à la croyance en l'intérêt de vivre autrement, à l'apaisement des colères et des rancœurs, est très précieuse.

Enfin, un argument sociologique imparable va dans le sens de cette idée que l'engagement citoyen est porteur d'espoir pour la cohésion sociale.

Je reviens une dernière fois vers Durkheim, qui a écrit quelque chose comme « Ce que le social a fait il peut le défaire ». Etant donné que ce qui se passe ici et ailleurs est fait par les hommes, est social, ceci est irréfutable scientifiquement, empiriquement, il n'est pas fatal, nécessaire, que l'engagement citoyen ne puisse pas défaire plus largement et plus profondément ce qui économiquement, politiquement, socialement, culturellement, sur les plan éducatif, sanitaire et environnemental également, va au détriment des gens et en particulier, au détriment de ceux qui sont les plus vulnérables.



QUESTIONS / RÉPONSES

François Grolier - France Volontaires

Bien qu'on ne puisse vraiment parler de bonne ou de mauvaise raison de s'engager, quelles sont d'un point de vue sociologique, les raisons pour lesquelles on s'engage ?

Sylvain Bordiec

Le sociologue va se concentrer sur les raisons invoquées qui peuvent justifier l'engagement, les raisons altruistes par exemple. Au fond, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises raisons de s'engager, comme vous le dites. L'important est d'identifier les raisons pour lesquelles on s'engage, de les connaître. L'engagement plus questionnant sera de le faire pour régler ses problèmes.

Maxime Guizouarn – CERAPCOOP

Quand on parle de cohésion sociale, on parle de société ; mais le monde est composé de multiples sociétés. Est-ce qu'il existe une cohésion sociale globale et quel rôle les engagements à l'international peuvent jouer dans ce cadre ?

Sylvain Bordiec

Comme j'ai pu le dire, cela nécessite de questionner et de revoir la définition de la notion de cohésion sociale qui, encore plus à l'échelle globale, peut être difficile à faire. Les engagements à l'international peuvent travailler dans ce sens en faisant l'effort de gommer les disparités. Mais mon point de vue de sociologue est assez désenchanté. Je dirai que les engagements à l'international peuvent participer à atténuer l'incohésion sociale.

Amiline Bouhir – France Volontaires

Peut-on dire qu'il existe des prédispositions à l'engagement ? Quelles causes amèneraient les individus à s'engager ?

Sylvain Bordiec

Je parlerai plutôt de dispositions à l'engagement. Peuvent jouer en faveur d'un engagement : l'éducation familiale, l'école, les pairs, la politisation, l'éducation religieuse ou le refus total de la religion. Au fond, la première compétence pour s'engager, c'est d'être capable d'aller à la rencontre de celui qu'on ne connaît pas. Sur ce plan, et au regard des éléments précédents, nous sommes inégaux.

Amiline Bouhir

Comment permettre à plus de personnes de s'engager dès le plus jeune âge ?

Sylvain Bordiec

Pour tenter de répondre à cette question, je vous parlerai d'une proposition innovante du sociologue Bernard Lahire, qui est d'instaurer des cours de sociologie dès le CP, de manière à présenter la société, la structure sociale, les structures sociales, le fait qu'il y ait des inégalités. C'est une façon de donner des clefs de compréhension du monde, au-delà du triptyque « Liberté, égalité, fraternité ». L'idée est de travailler à plus d'ouverture.

Alassane Guisse – Ville de Nantes

Au regard des politiques européennes, nous faisons le constat que les cibles de la mobilité demeurent les jeunes les plus favorisés. Par ailleurs, la question de l'insertion professionnelle est complexe, les jeunes qui sont partis ne trouvent pas forcément leur place à leur retour. Il faut travailler à plusieurs pour faire changer ces mécanismes. Il est important, dès le collège, de développer des actions de solidarité et de réciprocité dans les échanges.

Chansamone Voravong

La commune de la Plaine Saint Denis a récemment instauré un conseil des citoyens, pour lequel je me suis porté volontaire. Mais, si je ne suis pas retenu, je peux tout autant être une personne ressource de ce conseil pour aider à faire avancer. Si je suis élu, ma proposition est d'instaurer une journée de la gentillesse dans la commune. Ce serait une grande forme de confiance entre les habitants. Mais sont-ils prêts ? Au fond, ce que je veux dire, c'est qu'il est nécessaire d'engager l'individu, pour travailler à plus de cohésion sociale, cela passe par soi-même.

François Grolier

Au final, pour qui s'engage-t-on ? Pour soi ? Pour l'autre ?

Sylvain Bordiec

Pour vous répondre, je citerai Norbert Elias « Nous faisons tous parti les uns des autres ». Cette phrase donne à réfléchir. L'engagement juste pour soi ou juste pour les autres, ça n'existe pas. Ce qu'on est soi-même est intimement lié à ce qu'on attend des autres, à leurs perceptions. Ce que les autres attendent de nous participe à façonner le soi. Tout engagement est lié à l'autre, au regard des autres. L'engagement est typiquement au croisement du « pour soi » et du « pour les autres », on n'est jamais coupé du monde.

Amiline Bouhir

Sur le sujet de la professionnalisation des associations, est-ce que la salarisation de l'engagement impacte ? Cet engagement est-il toujours véritable s'il est motivé par une question financière ?

Sylvain Bordiec

En tant que sociologue, je travaille à neutraliser les jugements. Dans la société, il n'y a que des biais. Tout dépend de ce que chacun met derrière l'engagement : être bénévole ? Désintéressé ? Au final, une personne salariée peut être beaucoup plus engagée qu'une personne bénévole.

Michel Sauquet – Educasol

Je compléterai en parlant du fonctionnement d'ATD Quart Monde qui, avec ses volontaires permanents, permet un engagement longue durée et rétribué, pour le faciliter.

Djilali Kabeche – AMSED

Pour revenir sur le projet d'éducation à la sociologie dès le plus jeune âge, je parlerai plutôt d'éducation à la citoyenneté et aux droits humains. Par ailleurs, les réseaux sociaux et autres moyens de communication actuels ne sont-ils pas des leviers pour faciliter le vivre ensemble ?

Sylvain Bordiec

Il y a beaucoup de forces qui pèsent sur les enfants, notamment la force de l'individualisme, au travers la compétition entre les individus dans les différentes sphères de la vie. L'école reste un lieu de compétition. Les améliorations doivent s'opérer à une échelle beaucoup plus globale, pour ne pas être centrées sur une forme de compétition. Sur les usages numériques comme ressort de l'engagement, j'ai souvent remarqué, pendant mes enquêtes et mes travaux, que les personnes les plus connectées sur les réseaux virtuels étaient aussi les plus connectées au monde réel. Par ailleurs, les compétences sociales sont inégalement réparties entre les individus : tous n'ont pas le même accès aux technologies. Le numérique bénéficie en priorité aux personnes qui disposent déjà de ressources. Cela n'empêche pas que ça peut être un levier important.

Anne Kaboré Leroy – Educasol

Plus une remarque qu'une question. C'est intéressant d'inverser la question qui cadre cette journée : les mobilisations citoyennes ont-elles pour objectif de modifier la cohésion sociale ? Il me semble évident que non. Par ailleurs, c'est important de mettre un sens politique derrière les mots : l'expression « précarité acceptable », que vous avez utilisée, me questionne.





Les engagements des jeunes dans les OSIM⁹ et les dynamiques territoriales ici et là-bas

*Mamadou Bathily,
Fondateur et Secrétaire aux relations extérieures, à la coopération internationale, à
l'immigration et au co-développement à la CADERKAF¹⁰,*

*Julie Robin,
Chargée de mission à la CADERKAF,*

*Arnaud Huré,
Chargé de mission Unité Affaires internationales et européennes, au conseil régional d'Ile de
France,*

*Ibrahima Sory Diallo,
Administrateur du FORIM¹¹,*

*Tiguida Camara,
Chargée de mission au FORIM (animatrice),*

*Marie-Pierre Héritier,
Responsable de l'unité production et partage de connaissances, à France Volontaires
(animatrice).*

Marie-Pierre Héritier

Nous nous retrouvons autour d'une table ronde centrée sur la question des OSIM et des collectivités territoriales au carrefour des politiques jeunesse de coopération décentralisée. Comment politiques jeunesse, politiques de coopération décentralisée, politiques de la ville s'articulent ?

9
10
11

*Organisations de solidarité internationale issues de l'immigration
Coordination des associations de développement des cercles de la région de Kayes en France
Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations*

Nous sommes heureux d'accueillir Monsieur Mamadou Bathily pour la CADERKAF, Monsieur Arnaud Huré pour le conseil régional d'Ile de France en charge de la coopération sur la région de Kayes notamment, et Julie Robin, chargée de mission à la CADERKAF et qui travaille notamment sur les stratégies d'implication des jeunes dans les projets portés par la CADERKAF. Merci à vous trois d'être présents. Ibrahima Sory Diallo, administrateur du FORIM, nous rejoindra pendant la table ronde.

Tiguida Camara

Pour me présenter, je suis Tiguida Camara du FORIM, le Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations, qui est une plateforme nationale de collectifs, réseaux, et regroupements de ce qu'on appelle les OSIM, qui sont des organisations de migrants engagées dans des projets de solidarité ici, en France, mais également en direction des pays d'origine. Nous remercions France Volontaires de nous avoir associés au FAIVE, car la question de l'engagement des jeunes est au cœur de l'évolution des OSIM et donc forcément du FORIM, avec bien sûr, un nouveau lien au pays d'origine, des modes d'intervention et d'organisation qui évoluent. Nous devons prendre cela en compte pour l'avenir des actions de solidarité, notamment dans le cadre d'un exemple singulier qui est le partenariat qui existe entre la région de Kayes, la région Ile de France et la CADERKAF.

Pour une première intervention, nous aurions souhaité, Monsieur Bathily, que vous nous exposiez les enjeux, les questions qui se posent au sein de la CADERKAF sur la jeunesse, l'intérêt d'impliquer les jeunes dans vos actions.

Mamadou Bathily

Merci Tiguida. Bonjour à tous et à toutes. Je m'appelle donc Bathily Mamadou, je suis secrétaire aux relations extérieures, à la coopération internationale, à l'immigration et au co-développement à la CADERKAF. La CADERKAF est une fédération des sept Cercles de la région de Kayes, qui représente, comme vous le savez bien, 80% de l'immigration malienne. La CADERKAF, a été créée en 2009. Pourquoi l'avons-nous mise en place ? La région de Kayes est une région d'immigration, une région très pauvre – même si aujourd'hui on entend souvent que dans la région de Kayes il y a 8, 10 mines d'or – la région reste quand même une région enclavée, pauvre. Nous sommes à la limite de la Mauritanie. L'immigration malienne de Kayes a une histoire très longue. Il n'y a pas besoin de rentrer dans le détail.

En 1997, le gouvernement a pris la décision de convier toutes les associations maliennes de la région de Kayes. Nous avons participé à la Table ronde de Kayes pour tracer les grandes lignes concernant le développement de la région. Cette table ronde a mis en place une structure, dirigée par un conventionnaire qu'on a appelé le secrétaire permanent pour le co-développement. En 2007, après dix ans, on a constaté que peu de bilan était fait. C'est la raison pour laquelle nous avons été sollicités pour mettre en place une structure fédérative des sept Cercles en France pour que nous puissions saisir l'Etat malien pour savoir ce qui a été fait en dix ans. Voilà comment fut mise en place la CADERKAF le 23 février 2009. Notre chance a été d'avoir des partenaires comme le conseil régional d'Ile de France et celui de Kayes. Cela a permis de donner des résultats concrets par le partenariat.

Mais nous avons aussi le souci que les enfants qui sont nés ici, de la deuxième génération, puissent savoir d'où ils viennent, pourquoi ils sont là, comment s'impliquer associativement, politiquement. Dès la création de la CADERKAF, ça a été notre souci. Oui au développement de la région de Kayes, mais quel avenir pour nos enfants de la deuxième, voire aujourd'hui de la troisième génération. Je laisserai Julie, notre chargée de mission, vous en parler.

Moi, je vais vous parler de la mobilisation, de la compréhension mutuelle entre la première génération et les deuxième, troisième générations. Comment sensibiliser ces jeunes à prendre conscience, à s'engager pour la relève ? Leurs parents se sont souvent engagés il y a une quarantaine d'années. Ils se sont engagés parce qu'il y avait un besoin. Il y a toujours un besoin : sécheresse, écoles, santé, éducation,... Tout a été fait par ces parents pour que la région de Kayes sorte de sa situation. Ce sont ces parents qui se sont investis financièrement, avec des partenaires, par des cotisations mensuelles pour réaliser ces projets que je viens de citer. Toutes les écoles qui ont été réalisées dans les villages ont été faites par les délégués. Je dis bien toutes. Ce sont des écoles, des centres de santé, des maternités.

Notre souci aujourd'hui, c'est que les parents ont atteint un certain âge ; beaucoup sont à la retraite aujourd'hui. Ces parents se sont engagés, ils ne sont pas allés beaucoup à l'école mais ils ont pris conscience tout de même de l'intérêt que pouvait apporter cette initiative. Mais comment aujourd'hui leurs enfants, qui sont nés ici, qui ont cette double culture, avec des compétences, qui sont complètement différents de leurs parents, peuvent s'impliquer ; des initiatives sont en cours depuis la création de la CADERKAF pour les inciter à s'intéresser à la CADERKAF. J'aurais

souhaité que ces jeunes soient parmi nous aujourd'hui, mais malheureusement, à la dernière minute, les deux qui auraient dû venir, pour des raisons professionnelles n'ont pu être là.

Nous avons décidé de créer une structure jeunesse au sein de la CADERKAF. Mais cela demande du travail sur le terrain, de la mobilisation, parce que nous avons aujourd'hui une différence de culture par rapport à nos propres enfants qui sont nés ici. Ce n'est pas du tout la même vision : ils n'ont pas reçu du tout la même éducation ; pour beaucoup, ils ont la double nationalité. Avoir la double nationalité, pour le gouvernement malien, c'était aussi pouvoir rentrer facilement au Mali, avoir la possibilité de créer des entreprises aussi ici et là-bas. Depuis 1994, la double nationalité pour les enfants issus de l'immigration existe au Mali. Donc nous essayons de faire en sorte que ces enfants issus de l'immigration sortent vraiment de l'ombre. La jeunesse est notre priorité aujourd'hui, à la CADERKAF, et est au cœur de son plan d'action 2016. Je laisse le soin à Julie de vous le présenter tout à l'heure. Je vous remercie beaucoup.

Marie-Pierre Héritier

Merci Monsieur Bathily pour cette présentation qui nous permet d'appréhender la CADERKAF dans sa dimension ancienne et son souhait de faire en sorte que la CADERKAF jeunes existe et coexiste avec la CADERKAF. Nous allons demander maintenant à Julie quelle est la stratégie en direction des jeunes pour les mobiliser sur le quartier, la ville, la région Ile de France, dans les activités proposées à la CADERKAF.

Julie Robin

Pour ce qui est de la stratégie, comme l'exposait Monsieur Bathily, c'est un travail qui est mené depuis de longs mois par l'équipe de la CADERKAF qui essaie de faire preuve d'innovation et d'inventivité pour mobiliser ces jeunes générations. La stratégie repose sur l'investissement de nouveaux médias, de nouveaux modes de communication que la CADERKAF n'avait pas l'habitude d'utiliser pour informer, communiquer, toucher ces jeunes ; mais aussi sur l'évolution du projet associatif pour privilégier des formes d'engagement qui rejoignent davantage l'intérêt de ces jeunes. Concrètement, c'est évidemment, comme on l'a évoqué tout à l'heure, l'utilisation de moyens de communication numérique (réseaux sociaux, internet) à la fois comme moyen de communication et d'information de ces jeunes et comme un ressort d'engagement de ces jeunes. Pour avoir un exemple concret, récemment la CADERKAF a organisé un colloque et a fait appel à un media jeune pour non seulement couvrir l'événement mais également réaliser un film micro-trottoir en amont. Ce film a permis d'amener au sein du colloque des questions de jeunes qui ne font pas nécessairement partie de la CADERKAF mais qui ont pu porter leur questionnement par le biais de ce media jeune issu de la deuxième génération. C'est un exemple parmi d'autres.

La CADERKAF va également investir davantage sur la co-construction d'actions culturelles, la mise en place d'actions culturelles autour de la culture malienne qui permet une forte mobilisation des membres, aînés et jeunes. Car ce sont des temps de transmission inter-générationnelle privilégiés.

Et enfin un travail sur le projet associatif pour renouveler les formes d'engagement. Les jeunes ne se retrouvent pas toujours nécessairement dans les objectifs fondamentaux de la CADERKAF qui sont le développement de la région d'origine, donc de Kayes. L'idée est donc d'élargir le champ d'action de la CADERKAF dans le cadre de la coopération décentralisée que nous avons entre l'Ile de France et Kayes, d'essayer de transformer ce qui était davantage le développement de projet sociaux, sanitaires, en projet d'entrepreneuriat qui intéressent davantage les jeunes. Ils sont en effet plus intéressés à s'investir dans le développement de la région de Kayes sous forme de projets



d'entrepreneuriat. Et de développer davantage l'action de la CADERKAF ici, en France, localement. Depuis trois ans, la CADERKAF participe à un programme pour construire une offre d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale en Ile de France. C'est une opportunité pour mobiliser la jeunesse et renforcer son rôle d'acteur de développement local à la fois ici en Ile de France et à Kayes, pour renforcer ce lien de co-développement.

Marie-Pierre Héritier

Est-ce que ces changements vont transformer les modalités de penser la coopération décentralisée entre ces deux régions, Ile de France et la région de Kayes ? Monsieur Huré, qu'en pensez-vous ?

Arnaud Huré

Merci de votre invitation à participer à votre forum. Je voudrais préciser qu'en plus de suivre la coopération avec la région de Kayes, je suis aussi une coopération décentralisée avec Nouakchott, que j'évoquerai un petit peu. Effectivement l'association de la CADERKAF à la coopération décentralisée avec la région de Kayes est assez inédite. En fait, une coopération décentralisée est un partenariat entre deux collectivités territoriales, donc un partenariat institutionnel au départ. On ne pouvait se limiter à ce seul cadre institutionnel qui a été conclu en 2001. Il y avait une frustration à ne pas travailler avec toutes les OSIM, toutes les associations de ressortissants issus de la région de Kayes en Ile de France. Il y en a potentiellement 400. Cela représente donc des milliers de franciliens. De sorte qu'en 2011, on a ouvert un partenariat à la CADERKAF. C'est, je crois, le seul cas de partenariat de coopération décentralisée ouvert à la société civile.

Pourquoi avoir élargi ? Pour permettre une meilleure participation de la société civile francilienne à notre partenariat, pour multiplier les acteurs pour pouvoir multiplier les impacts de notre coopération. Concernant l'implication des jeunes, je suis revenu sur les enjeux exprimés par la région Ile de France dans ses délibérations.

J'en ai identifié deux :

- Impliquer les jeunes pour une ouverture à l'international et l'engagement des citoyens franciliens ;
- Favoriser l'insertion et la valorisation professionnelle des franciliens via une expérience à l'international.

Ce sont des enjeux qui avaient été débattus en 2011, en début de mandature, sur la place de la jeunesse en coopération décentralisée.

Le premier enjeu est peut-être plus focalisé sur la politique de la ville, pour permettre un décroisement, une ouverture internationale afin de déconstruire des préjugés, des représentations. L'autre va plus avec l'objectif d'une compétence régionale. Du coup, avec ces objectifs, on a fait appel à deux types d'outils : des appels à projets (l'un s'appelle « co-développement décentralisé », qui vise à soutenir financièrement des projets portés par des OSIM ; l'autre soutient des chantiers internationaux (au regard du contexte, suspendus depuis 2014), visant à soutenir financièrement des projets portés par des jeunes).

Mais on était dans une logique d'appels à projets, pas d'accompagnement. L'accompagnement se fait beaucoup plus dans les quartiers par des travailleurs sociaux. Ce n'était pas du tout évident pour nous d'aller dans les quartiers chercher des jeunes pour les amener vers un engagement à l'international. D'où ce deuxième outil. On essaie systématiquement d'impliquer des jeunes (pas nécessairement issus de l'immigration) dans nos politiques de coopération décentralisée. On essaie d'avoir une composante jeunesse sur le développement du numérique à Kayes ou à Nouakchott, en impliquant des bacs pro ou des BTS. Ça s'est concrétisé par exemple avec un festival qui se déroule sur plusieurs territoires franciliens ; et cette année, on a travaillé avec des jeunes de Guinée issus de la deuxième génération. L'idée est de les amener à développer leur pratique artistique, musicale, avec des musiciens de la région de Kayes. Le spectacle a déjà été diffusé à Kayes et le sera en Ile de France. C'est très intéressant pour nous, car cela permet de tisser des ponts par la culture entre les deux territoires. Un autre exemple, en 2010 – la mobilité était à ce moment-là plus facile – on souhaitait réaliser un audit de l'accès des lycées de la région de Kayes à l'outil multimédia. Du coup, on s'est tourné vers un lycée pour trouver des compétences bac pro ; ce n'était pas évident de trouver des jeunes – notamment des mineurs – pour aller à Kayes faire un stage qualifiant, pour faire un diagnostic sur ce territoire. Il y a eu tout un travail en amont pour mobiliser les jeunes.

Marie-Pierre Héritier

Quels impacts vous pouvez observer sur le parcours des jeunes qui ont participé aux actions que vous avez décrites, et quels impacts sur les territoires en termes de meilleure interconnaissance, mieux vivre ensemble entre les jeunes ?

Arnaud Huré

Je vais revenir alors sur les actions évoquées, sachant que ce sont des impacts qui ont été mesurés via le suivi de ces jeunes.

Déjà c'est intéressant de s'engager sur la durée. Si les chantiers ont été interrompus, ils étaient souvent à Nouakchott. Le chantier était un maillon d'une chaîne, mais il nécessitait un accompagnement en amont, un accompagnement en aval. Au niveau des individus, en termes d'impacts, je vais évoquer une autre expérience réalisée à Nouakchott, avec des BTS. Je rappelle qu'il s'agit d'une république islamique ; vous imaginez les représentations. Du coup, alors que les billets d'avion étaient pris en charge et les partenaires mobilisés au plus haut niveau, il a été difficile de trouver des candidats au départ. Ça a été intéressant. Pas de candidat au début ; finalement sept ou huit ont été intéressés qu'il a fallu sélectionner sur entretien quasi professionnel – ainsi, ça a participé aussi du jeu des BTS qui sont amenés à entrer sur le marché de l'emploi. Et parmi eux, certains n'avaient jamais pris l'avion.

Ça a été intéressant en termes d'ouverture d'esprit. On avait un peu peur que ce soit des geeks, et qu'arrivés à Nouakchott, ils restent juste sur les réseaux sociaux, ne se confrontant pas à la société nouakchottoise ; et ça s'est bien passé, des relations se sont maintenues.

En termes professionnels ce fut positif aussi, alors que c'est une filière courte, qui n'est pas toujours valorisée. A Nouakchott aussi, les lycées professionnels sont un peu les parents pauvres par rapport aux CFA. Or on a pu constater que des jeunes en bac pro, en BTS, ont continué leurs études après, entrant à l'université. Je me souviens d'une stagiaire en bac pro à Aulnay qui a poursuivi et s'est retrouvée en situation de responsabilité professionnelle à Bamako. Il y a donc un impact en termes de motivation professionnelle, de valorisation de soi.

Au niveau des territoires, j'ai pu constater que ça avait développé le vivre ensemble ici et là-bas. Ici, ce fut l'occasion d'un chantier organisé par un collègue de Ris-Orangis. Aux dires du conseiller principal d'éducation et de l'équipe enseignante, un apaisement des tensions au niveau de l'établissement a été constaté, ainsi qu'une ouverture de l'établissement à des familles qui n'y venaient pas. En termes de confrontation sociale, nous avons eu une expérience intéressante à Nouakchott, en permettant à des jeunes franciliens issus de la diaspora de participer à un festival de cinéma : ça a renouvelé le public du festival et a permis de confronter des cultures diverses.

Tiguída Camara

Peut-être aussi une question sur le dialogue entre générations. On s'aperçoit que les jeunes et les aînés sont souvent en quête d'un dialogue, mais ne savent pas trop sur quelles modalités y aller. Qu'avez-vous pu constater ?

Mamadou Bathily

Au niveau du dialogue, je disais tout à l'heure que nous avons une génération d'aînés qui a une vision très différente de celle de la jeunesse actuelle. Nous avons une organisation interne : chaque village est organisé – depuis une cinquantaine d'années – en association. Nous avons un souci de dialogue concernant les cotisations mensuelles. Vous savez que tous les mois, jusqu'à la retraite, nous cotisons pour des projets au niveau du village. La jeunesse de la deuxième génération a une autre vision par rapport aux parents. Pour eux, il y a autre chose à faire que de cotiser. Or pour les aînés, il est quasi impossible de tourner le dos à ce système. Donc le dialogue pose souvent problème, même si 60% des jeunes cotisent.

Mais la relève s'impose au niveau associatif. Nous voulons que demain la CADERKAF soit dirigée par la deuxième génération ; c'est notre vision, notre envie, notre désir, et c'est un besoin. Mais pour les sensibiliser à s'impliquer, il faut un discours autre que celui que nous avons aujourd'hui. Pour que les jeunes comprennent qu'on ne peut pas recevoir sans donner, il faut un discours autre. Tout le monde est d'accord là-dessus. Nous avons été récemment à Kayes. Nous ne nous intéressons pas seulement à la jeunesse en France. Vous connaissez le nombre de jeunes de Kayes morts dans les océans. Le rôle de la CADERKAF aujourd'hui, c'est aussi de sensibiliser les jeunes, là-bas, pour dire qu'il y a d'autres moyens que d'immigrer. Car pour se développer un pays a aussi besoin de bras valides. Quand un pays perd sa jeunesse, il lui est difficile de se développer. Donc nous avons aussi ce discours : oui, vous avez

un besoin, mais l'occident n'est pas la solution. Il faut aussi s'impliquer nationalement ; donc il faut une nouvelle politique. Nous impliquons la politique nationale pour que la jeunesse, surtout la jeunesse locale, reste sur place. 95% des jeunes morts dans les océans viennent de la région de Kayes. C'est terrible. Nous avons le devoir de sensibiliser la population à cela, si nous voulons que la région se développe, il faut mettre un terme à ce flux migratoire. Il faut avoir ce dialogue de vérité. Nous ne sommes pas seulement des militants, nous sommes aussi des éducateurs. Et nous comptons, par l'éducation, la sensibilisation, la mobilisation poursuivre cela. Nous sommes convaincus : il y aura un impact positif. Nous ne sommes pas pressés, mais le temps presse. Le temps presse car en temps de crise le dialogue est difficile. L'engagement est volontaire, on s'engage pour aider, parce qu'il y a un besoin. Mais pour s'engager il faut avoir l'esprit tranquille. C'est pourquoi le sujet se pose aujourd'hui : avec le chômage, ce n'est pas facile pour les jeunes de s'engager dans le militantisme.

Tiguida Camara

Merci à tous les trois pour vos interventions. Ce que la CADERKAF se pose comme question, les enjeux présentés ici, se retrouvent au sein des OSIM quelles qu'elles soient. Les questions de la relève, de la transmission se posent. Pour nous en parler plus concrètement, nous allons inviter Ibrahima Sory Diallo, qui est administrateur du FORIM, à nous rejoindre. Il représente l'Association des Jeunes Guinéens de France au sein du FORIM et y a notamment piloté la relance de la mobilisation jeunesse.

Ibrahima Sory Diallo

Merci et bonjour à tous. Le FORIM regroupe des organisations qui mènent des actions ici en France et là-bas. En ce qui concerne la question de la jeunesse et de l'engagement de la jeunesse au sein de ces associations, ça a souvent été un problème. Le plus souvent, il y a des difficultés : on retrouve dans nos structures plus d'ânés que des jeunes qui sont directement concernés. Il y a un véritable travail de mobilisation à mener, mais cela ne signifie pas que les jeunes ne sont pas engagés. C'est peut être une question de place à définir avec les ânés.

Les choses évoluent. Les associations ont été constituées en fonction de ce que les ânés font, mais les jeunes ont fait évoluer les choses en fonction notamment de la technologie mais aussi en fonction du type d'activité. On peut ainsi retrouver des organisations classiques, selon l'origine ; mais on trouve une nouvelle forme : des jeunes du même quartier qui se regroupent, qu'ils soient issus des migrations ou non, autour de problématiques communes au quartier, à travers des actions citoyennes ou d'engagement à l'international. Ce sont des jeunes qui défendent la même cause (l'éducation, la lutte contre le cancer,...). C'est une évolution par rapport aux pratiques des ânés.

Pour les types d'intervention, ces associations peuvent poursuivre ceux des parents : l'accueil, l'orientation, l'insertion des nouveaux arrivants. Comme je le disais, ils interviennent dans le pays d'origine, mais de plus en plus aussi dans des pays autres. Ces interventions peuvent être de plusieurs types : engagement ici en France, intervention dans le



pays d'origine, qui peut avoir comme conséquence sur le territoire d'accueil l'insertion car elle aide à tisser des liens socio-culturels et professionnels en aidant au développement des compétences des jeunes.

Il faut noter aussi que les parents se regroupaient, les sources de financement étaient uniques : la cotisation. Les choses ont évolué. Les jeunes cotisent aussi, mais cela ne représente qu'une part symbolique du financement des associations et de leurs actions. Les jeunes s'orientent vers de la recherche de financement autre. Cela implique une veille sur les financements ; cela rassemble les jeunes et les motivent à travailler ensemble.

De plus en plus, les activités évoluent, pour des causes de plus en plus humanitaires, on n'est plus seulement sur du culturel. Mais les activités culturelles évoluent aussi : avant on avait entre 100 et 150 participants, aujourd'hui c'est entre 1000 et 1500. Ce qui est important, c'est que c'est pour valoriser la culture d'origine en France ; mais c'est aussi, par exemple, valoriser les jeunes filles qui font de la mode, qui n'ont pas forcément de visibilité là où elles vivent... Cela a pour conséquence que certaines deviennent élues locales ou participent à des activités importantes sur leur commune.

De plus en plus, des activités d'insertion professionnelle, des salons, ... s'organisent. Nous sommes en crise en France. Du coup, souvent les jeunes se forment en France puis partent au Canada. Du coup, la France forme et le Canada recrute. Ces jeunes commencent à organiser des salons professionnels franco-pays d'origine qui permettent de faire venir des entreprises du pays d'origine qui peuvent recruter des jeunes. Cela crée des liens professionnels.

Les jeunes pensent de plus en plus d'entrepreneuriat en France et là-bas, dans les pays d'origine pour appuyer dans leur secteur des jeunes des pays d'origine. C'est important pour le vivre ensemble dans le climat que l'on traverse actuellement.

Les jeunes ne veulent pas seulement laisser les aînés ou les politiques parler de ces questions-là. Ils s'engagent sur la thématique du vivre ensemble, comme sur celle du climat.

Avec toutes ces activités-là, les communes, l'Etat doivent s'adapter pour les accompagner dans leur élan. Leur rapide facilité à communiquer sur les activités qu'ils font via Facebook, Twitter, la radio ou la télévision est un atout pour eux. Cela apporte beaucoup de partenaires et donc de financements potentiels dans la réalisation des activités. Le FORIM a toujours donné de la place à la jeunesse pour cela. On a organisé des forums, mais on a aussi réorienté l'action en allant vers les quartiers pour échanger avec les jeunes, ce qu'ils veulent faire comme activité puisque les jeunes ne venaient pas beaucoup aux forums.

Marie-Pierre Héritier

Merci. Place maintenant aux questionnements, aux pratiques développées par les acteurs ici présents dans la salle. La parole est à vous.

Anne-Sophie Jouanneau – Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI)

C'est un témoignage d'une expérience dont j'ai entendu parler qui est liée à l'engagement des jeunes issus des OSIM : la participation via un engagement à l'international des jeunes des deuxième, troisième, voire quatrième générations qui ne se retrouvent pas nécessairement dans les activités. Il y a eu au Sénégal une expérience pilote pour mobiliser ces jeunes français pour partir comme VSI ou autre et répondre au désir de s'engager dans le pays de leurs parents ou grands-parents, ou même dans d'autres pays. C'est une déclinaison de l'engagement des jeunes.

Tiguida Camara

On s'aperçoit qu'il y a de plus en plus un ancrage territorial des OSIM. Souvent les jeunes issus de l'immigration lancent des activités qui sont regroupées autour d'un quartier, et pas juste entre Maliens, Sénégalais... Ce sont des « OSIM nouvelle génération ». C'est vrai que l'approche territoriale se développe. La première demande de ces jeunes c'est l'insertion sociale et professionnelle ici en France. Car, selon eux, il faut vraiment parler du ici avant de parler du là-bas. Et vient ensuite le besoin de s'engager dans la proximité. On voit bien comment les actions ici et là-bas vont se renforcer. Au départ, il y a le désir de connaître le pays d'origine des parents. Et puis, en se confrontant à

la culture, à la réalité du là-bas, on s'est dit qu'il y avait beaucoup de choses à faire ici, là où on vit. Cela les a amenés à réaliser des actions pour le vivre ensemble, la cohésion sociale, la promotion de la culture. Les actions ici et là-bas



se renforcent mutuellement.

Marie-Pierre Héritier

Au moment de la préparation de cette table ronde, nous avons rencontré Monsieur Ciko Mendy, de l'AJPN¹², qui rappelait bien que la question du vivre ensemble se travaillait sur les territoires, et donc sur le quartier. Il a également été indiqué que la question de l'international était importante, notamment pour mieux connaître ses origines ou celles de ses parents, mais que le vivre ensemble était d'abord sur le quartier, puisque c'est là que les enjeux se trouvent.

Anne Kaboré Leroy

J'avais une question sur le lien qui pouvait exister éventuellement entre l'engagement des jeunes tel que vous l'avez défini en particulier dans le cadre de projets d'ordre humanitaire, culturel, d'insertion, et les relations qui ont pu être tissées avec des mouvements de la société civile peut-être moins structurés, je pense notamment aux mouvements citoyens au Burkina Faso ou au Sénégal. Est-ce qu'il y a des thématiques d'intérêts communs ou des mobilisations des jeunes d'ici par rapport à ces mouvements-là ?

Ibrahima Sory Diallo

La question porte sur tout ce qui est mobilisation avec les mouvements de la société civile dans les pays d'origine, c'est cela ? Disons que de manière directe, il n'y a pas de lien spécifique. A partir du moment où il y a certaines crises qui existent – je prends l'exemple de la crise Ebola qu'il y a eu en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone – il y a eu une forte mobilisation ici de la jeunesse guinéenne, accompagnée par le FORIM : ils ont d'abord essayé de collecter des fonds pour aider des endroits spécifiques, en attendant l'arrivée des fonds qu'il y a eu par la suite. Ces mêmes associations se sont mobilisées ici pour interpeller la communauté internationale, les communautés nationales et la France sur le danger lié à cette maladie-là. Et ensuite plusieurs associations se sont organisées pour voir ce qu'on pouvait apporter collectivement. Parce que la sensibilisation sur Ebola était très difficile : il y avait beaucoup de réticence. Du coup, nous nous sommes dit : qu'est-ce que nous, diaspora, en dehors d'envoyer simplement de l'argent, nous pouvons apporter ? On s'est dit qu'il serait intéressant que nous soyons sur le terrain parce que chacun, selon son origine, a une certaine influence sur la sensibilisation. C'est dans ce cadre-là qu'on a organisé une caravane de sensibilisation dans toute la Guinée. On a donc demandé à des jeunes de nous accompagner dans cette sensibilisation. Cela est important sur des questions plutôt en lien avec l'humanitaire qu'avec la politique.

Mamadou Bathily

Je voudrais apporter un témoignage sur une mission commune menée avec nos partenaires d'Ile de France. En 2013, on nous a orientés vers la ville de Koniakary, qui a eu un centre multimédia, grâce à l'effort des jeunes venus de tout bord (pas seulement des Maliens), de toute la région, qui se sont mobilisés pour que ce centre soit mis en

place. La mobilisation de tous ces jeunes d'Ile de France nous a tellement touché que nous souhaitons vraiment voir ce genre d'initiatives se développer : cela permet à ces jeunes de différentes communes de se connaître (certains ont connu le projet par bouche à oreille). Ça a permis au projet de devenir réalité. Voilà, je ne sais pas si ça répond à votre question. En tout cas, c'est un exemple où des jeunes d'ici et de là-bas, d'Ile de France et de Koniakari se sont mobilisés de façon extraordinaire. On a dit « enfin ! voilà le vivre ensemble ! ». C'est la recette du partenariat, du vivre ensemble : les jeunes ont réalisé ensemble leur objectif.

Anita Madavane – Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale (RADSI)

Avez-vous observé des réserves, des limites dans l'engagement sur la structuration même du statut associatif ? Est-ce que le statut associatif ou l'organisation associative est une limite à l'engagement des jeunes ? Vous êtes revenus sur la cotisation : c'est la partie émergée de l'iceberg. Mais est-ce que la gouvernance, la hiérarchie, est en soi une limite à l'engagement des jeunes, pas seulement dans les OSIM ?

Mamadou Bathily

Ça ne nous pose aucun problème de voir les jeunes à l'intérieur de la CADERKAF. La cotisation aujourd'hui à l'intérieur de la CADERKAF n'est pas une cotisation individuelle, elle se fait par les fédérations. Nous notre rôle aujourd'hui, c'est de faire en sorte que le dialogue puisse continuer et permettre de pérenniser l'avenir de la CADERKAF. Avant tout, une association est une association (loi 1901,...) : tout le monde connaît son fonctionnement. S'engager dans la mouvance associative, ce n'est pas donné à tout le monde : ça demande des efforts, des sacrifices. Nous en sommes conscients. Ce n'est pas donné à tout le monde, mais si nous voulons des jeunes, c'est par un engagement sur le terrain, tout simplement. En faisant tout d'abord connaître l'existence de la CADERKAF, son utilité. Cela peut aider. Peu importe les projets, impliquez-vous, apportez votre contribution. Vous avez des compétences, des capacités ; apportez ces compétences, ces capacités à la société dans laquelle nous vivons. Nous avons ce rôle d'éducation, qui va au-delà des projets. Nous voulons que les jeunes sachent qu'ils ont des droits et des devoirs. Beaucoup de jeunes de la deuxième génération sont aujourd'hui dans des conseils municipaux ; nous les côtoyons au quotidien. Nous nous en félicitons. Mais nous voulons qu'il y ait davantage de jeunes qui s'engagent sur le plan politique ; on ne peut pas parler, critiquer, si on ne s'investit pas. Si on critique, il faut apporter des réponses ; et pour apporter des réponses, il faut être présent, il faut apporter sa contribution. Le débat contradictoire, c'est ça. La critique est facile, mais l'art est difficile. C'est ce que nous disons aux jeunes : soyez là, présents, on a besoin de vous.

Ibrahima Sory Diallo

C'est vrai que ce sont des mots que nous entendons souvent : nous voulons que les jeunes soient là, qu'ils s'impliquent. C'est vrai qu'en ce qui concerne les cotisations, je ne pense pas que ce soit un problème. Mais il y a des limites : j'évoquais tout à l'heure qu'il y a un problème de mobilisation des jeunes au sein des OSIM. Les jeunes ont besoin de s'inspirer. On parlait tout de suite de débat contradictoire, mais j'avoue que c'est une chose très difficile entre un jeune et un aîné. Le débat contradictoire est vraiment limité, non seulement le jeune se dit : « c'est un aîné, je ne vais pas avancer certaines choses », et l'aîné, quand tu avances certaines choses, il fait tout de suite prévaloir la question de l'âge : « j'ai le même âge que ton père » ! C'est vraiment un problème pour l'engagement des jeunes dans les OSIM, non seulement cette façon de fonctionner, mais aussi les activités à mener. Si les activités à mener ne sont pas orientées vers les activités que j'ai citées précédemment sur les rêves et envies des jeunes, ça ne les intéresse pas. Il faut avoir des activités qui les intéressent pour qu'ils puissent s'engager. Ce qui fait que de plus en plus, les jeunes se retrouvent entre eux et ils mènent des actions ensemble, parce qu'ils ont la même vision, la même façon de communiquer. C'est comme la manière de travailler au quotidien : les jeunes veulent des espaces d'échange, même par mails, qui sont très avancés, très rapides, avec des temps de validation eux-mêmes très rapides. Malheureusement, les aînés n'ont pas nécessairement cette méthode de travail là. Il y a donc une question intergénérationnelle qui se pose.

Il y a en plus un autre problème : il est difficile à un aîné de dire je laisse mon poste au profit du jeune qui vient d'arriver. Les aînés restent des années et des années durant dans les associations tout en disant : « il n'y a pas de relève ! ». Mais comment voulez-vous qu'il y ait de la relève si on ne veut pas céder, parce que les jeunes n'ont pas d'expérience ?! Alors qu'on peut mettre le jeune en avant et l'accompagner. La question est en débat au FORIM.



Emile-Eric Affognitodé – France Volontaires

Moins qu'une question, c'est plutôt une contribution, une réflexion.

Je réalise qu'il y a ici des problématiques au sein des OSIM que l'on rencontre là-bas également. Cette problématique liée à l'engagement des jeunes se pose aussi là-bas. Pendant longtemps, j'ai beaucoup suivi les chantiers de solidarité internationale – et je continue encore – dans les divers pays où France Volontaires est présente. Il y a énormément de jeunes issus de l'immigration ou de jeunes aux identités multiples que nous rencontrons sur les chantiers à l'international. En termes de proportions, je dirais que c'est un pourcentage relativement faible de ces jeunes que l'on retrouve dans des chantiers portés par des OSIM ou le FORIM. Au point qu'actuellement on est en train de mener, au niveau du Sénégal, une étude qui porte sur cette implication des jeunes issus de l'immigration dans des chantiers portés par les OSIM. On a démarré l'étude l'année dernière et on va la finir cette année ; on verra bien ce qu'elle donnera.

Par rapport au thème de la table ronde, la nuance que j'apporterai est que ce n'est pas parce que les jeunes ne sont pas engagés dans les OSIM qu'ils ne sont pas forcément engagés. Ce qu'on peut constater dans notre étude, c'est qu'ils entraînent dans leur engagement leurs pairs qui ne sont pas issus de l'immigration. Et quand vous leur demandez ensuite : « Pourquoi êtes-vous au Sénégal ? Au Cambodge ? Au Pérou ? », ils vous répondent : « moi, j'ai tel copain avec qui j'étais en classe ; tel ami du quartier, dont les parents sont issus du pays. Donc voilà, il veut découvrir les racines de ses parents, et moi je l'accompagne ». Il y a cette nuance à apporter.

Peut-être la réflexion aussi sur tout ce qui tourne autour de la gouvernance, du dialogue, de la passerelle entre les jeunes et les aînés. En Africain que je suis, je sais qu'à un certain niveau, même si l'aîné dit : « allez, vas-y, dis-moi ce que tu penses, etc... », à un moment donné on ne peut s'y fier. La présence des aînés peut donc être clairement un facteur de blocage. La réflexion à amener au niveau des aînés qui sont très engagés : ne faudrait-il pas changer de paradigme ? Je réfléchis à haute voix, je ne sais pas, mais la question mérite d'être posée.



Thierry Poser – Bureau des relations européennes et de la coopération internationale à la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (BRECI-DGER)

Dès que vous vous êtes présenté, sur l'exemple de Kayes vous avez parlé d'un pays pauvre, d'immigration, mais riche ; ça m'interpelle ! Vous avez dit qu'il y a un problème de dialogue, que les jeunes pensent à faire autre chose que les cotisations. Tout ça pour dire qu'en fait il y a du non-dit. Vous avez dit : « La deuxième génération, on leur dit d'où ils viennent ». Pourquoi ils en sont là, vous ne l'avez pas abordé. C'est un gros problème. Je fais un parallèle avec ce que le monsieur disait tout à l'heure par rapport à la gentillesse. Moi, ça me plaît beaucoup cette notion de gentillesse, mais comment la mettre en place ? Le seul moyen, c'est d'être en paix ; mais la paix, si elle doit être individuelle, doit être aussi à l'échelle familiale, territoriale donc locale, et internationale. Elle est associée au passé, présent, futur.

Tout ça emmêlé ; il me semble qu'il y a un terme qui n'a pas trop été abordé jusqu'à présent : la géopolitique. Il y a beaucoup de non-dit à ce niveau-là. Comment on aborde la géopolitique ? Il y a beaucoup de violence. Même si elles sont familiales, elles sont nées de déracinement, quand bien même ça ne se voit pas trop dans la couleur. On présente souvent l'immigration sous la forme de la couleur. Moi je suis immigré, père et mère italiens venus dans les années 30, de la deuxième génération ; je sais de quoi je parle... Il y a donc toute cette souffrance-là. Comment on parle de cela pour créer de la cohésion sociale ? Comment on arrive à réparer cela ? On a proposé des ateliers de sociologie dès le CP ; pourquoi pas.

On a parlé de citoyenneté. C'est bien. On n'a pas parlé de méditation. Peut-être que c'est se recentrer sur soi-même. Mais je pense qu'il y a aussi quelque chose à faire à ce niveau pour entrer en paix. Et puis on a parlé d'espaces de dialogue, d'engagement. On parle de ceux qui viennent d'ailleurs. Mais moi je suis avec des jeunes, dans l'enseignement agricole, où on a très peu d'immigrés, de gens de couleur ; et il y a une incompréhension totale de ce qui s'est passé par rapport à Charlie Hebdo ou lors des derniers événements. Et en plus de ça, les médias ne jouent pas le jeu. On l'a bien vu. L'éducation aux médias, à l'information, on n'en a pas parlé non plus.

Mais la cohésion sociale, c'est tout cela. Pour trouver une forme de cohésion sociale, c'est de l'éducation avec tous ces outils-là. C'est très difficile, parce qu'il faut l'aborder sous plusieurs facettes : individuelle (son comportement), etc... Alors, comment mettre ça en place ? Moi, j'essaie dans ma pratique, sous la forme d'ateliers, pas de cours. Il faut la pratiquer ; la théorie viendra à partir de la pratique, d'une pratique permanente sur toute la vie.

Françoise Doré – Cotravaux

En fait, moi j'ai bien apprécié votre échange entre jeunes et anciens, notamment les exemples donnés de la façon dont les jeunes s'engagent (peu importe le degré de génération). Il y a là des sources très intéressantes dans ce que vous avez expliqué des dynamiques territoriales ou des préoccupations des jeunes. Ici, moi je trouve qu'il y a quelque chose qui peut nous faire dériver de la logique jeunes/anciens – même si j'ai beaucoup aimé votre

débat de tout à l'heure que j'ai trouvé mené avec beaucoup de respect des anciens vis-à-vis des jeunes et des jeunes vis-à-vis des anciens – mais je pense qu'effectivement, et je fais le lien avec ce qu'on dirait dans notre famille « jeunesse, éducation populaire » : la question de l'engagement des jeunes n'est pas seulement par rapport à une identité culturelle, à un pays d'origine ; de même pour la solidarité, elle n'est pas seulement par rapport à un pays d'origine. Du coup, il y a des questions qui se partagent volontiers avec d'autres associations de jeunes, peut-être un peu blancs-blancs, un peu moins colorés, même si beaucoup sont très métissés, à identités multiples. Et je trouve que beaucoup de questions se posent de la même façon : celle du faire ensemble et du vivre ensemble, qu'il serait nécessaire de partager plus concrètement, de façon plus particulière entre nous, car il y a là des choses sans doute intéressantes à mettre en perspective. Je pense qu'il y a des choses qui peuvent décoller de ce débat et nous emmener beaucoup plus loin.

Mamadou Bathily

Un petit point supplémentaire. J'ai parlé de Kayes, de la pauvreté de Kayes et, en même temps, que Kayes est riche. Il va falloir que je le définisse pour qu'il y ait moins d'incompréhension. Quand je parle de la pauvreté de Kayes, c'est une réalité. Mais Kayes est aussi riche. Vous savez que le Mali est le troisième pays exportateur d'or aujourd'hui après le Ghana et l'Afrique du Sud. Et toutes ces mines d'or viennent de la région de Kayes. Vous avez sept ou huit sites de mines d'or dans cette région. C'est pourquoi quand on a accepté la mission, on a mis l'accent sur la bonne gouvernance. S'il y avait une bonne gouvernance, je ne parlerai pas de la pauvreté de Kayes. Parce que le nombre de tonnes d'or qui sort chaque année, ça représente 30% du budget de l'Etat malien. Vous imaginez un peu ? Quand on parle de la pauvreté de cette région, c'est qu'il y a un problème. C'est pourquoi je parle à la fois de Kayes pauvre et de Kayes riche.

Thierry Poser

Vous voulez dire que la cohésion sociale est un peu un voile ?

Mamadou Bathily

Je ne veux pas tellement revenir dessus. Sauf qu'à l'heure actuelle, le problème est là. Les jeunes de Kayes doivent traverser la Libye, pour s'exposer aux dangers, pour traverser les océans. Le dialogue, on l'instaure au quotidien. On a parlé géopolitique. Pourquoi les jeunes ne s'investissent pas dans l'agriculture ? Ce sont des sujets qui nous interpellent tous. Pourquoi ils ne s'investissent pas ? Vous avez parlé des médias : avant de m'engager dans la CADERKAF, je suis d'abord un syndicaliste. J'ai suivi des jeunes au niveau de mon entreprise et dans les associations dites de développement. Je sais ce qui se passe avec ces jeunes, quand ils sont interpellés par la police. J'ai vécu ces situations. Ces jeunes se sentent mal aimés. Je le sais, la question n'est pas là. Comment s'engager ? L'engagement est individuel, il n'est pas obligatoire. Mais l'engagement peut aussi passer par la sensibilisation de ceux qui sont déjà engagés, sur le terrain : comment mobiliser autour de soi ? L'engagement d'autres personnes dans la mouvance associative, dans l'aide au quotidien. Quand on s'engage, c'est pour participer, c'est pour faire quelque chose. On ne s'engage pas pour le plaisir, on s'engage parce qu'il y a un besoin. Et ce besoin, il est là au quotidien.

Mais le débat est vaste au niveau de la région de Kayes. Kayes est riche, très riche ; mais malheureusement Kayes est pauvre.

Tiguida Camara

On va vous remercier tous les quatre : Arnaud, Mamadou, Julie et Ibrahima Sory, pour avoir partagé vos réflexions avec nous sur l'engagement des jeunes avec les OSIM.

Pour conclure cette table ronde, je souhaiterais inviter Chansamone Voravong, ancien président du FORIM et qui a beaucoup œuvré pour la remise sur pieds de la dynamique jeunesse au sein du FORIM. Si vous souhaitez nous dire un petit mot ?

Chansamone Voravong

Quand les jeunes voulaient se réunir, j'étais toujours là... même si je n'étais pas jeune ! Pour répondre à la question de l'engagement des jeunes dans les OSIM et le problème entre les générations, je dirais ceci : en ayant le projet de quitter son pays d'origine pour aller ailleurs, c'est toujours pour aller mieux vivre avec les autres. On n'a pas l'idée d'immigrer en disant « je vais embêter les Français ». C'est plutôt en disant : « Je voudrais bien venir en France, y vivre

bien avec tous les autres et dans la mesure du possible contribuer au développement de la société française. Je ne viens pas juste profiter. » Si je vous parle, c'est que je suis venu en France comme réfugié, demandeur d'asile. Cela veut dire qu'à un moment donné, même si j'aime beaucoup mon pays, les habitants de mon pays, c'était invivable pour moi : il fallait que je cherche ailleurs. Cela veut dire qu'un migrant, c'est déjà quelqu'un qui recherche la paix. Comment trouver la paix ? Je voudrais évoquer ce qu'a dit Einstein : le monde que nous avons créé avec le niveau de pensée qui était le nôtre jusqu'à présent crée des problèmes que nous ne pouvons pas résoudre avec le même niveau de pensée que celui avec lequel nous l'avons créé. Donc si nous voulons résoudre le problème, il faut se dire que c'est un problème qui vient avec le monde que nous avons créé, avec le concept de développement que nous avons fait. Moi, j'ai vécu dans un pays où on a demandé de l'aide. On a, nous aussi, rêvé de devenir un pays développé comme la France. Mais, quand on regarde dans le fond, ce n'est pas tout à fait compatible. Donc, la naissance du FORIM est partie du constat que l'aide au développement qui a été donnée jusque dans ces années-là, n'a pas été efficace et parfois même a amené, non pas la sortie du développement, mais le mal-développement. Je voudrais être modeste : arrivé jusqu'à présent, je ne comprends pas très bien comment on conçoit le développement actuellement.

J'ai parlé tout à l'heure de la Plaine Saint Denis, qui est classée comme zone prioritaire. La mairie, avec l'accord de la préfecture a donc voulu instaurer un conseil citoyen. C'est-à-dire que dans ce conseil citoyen, ce sont les citoyens qui décident eux-mêmes. Ils vont décider comment ils veulent se réunir, à quelle périodicité, etc... Alors pour répondre à votre question : comment trouver la paix ? On peut trouver beaucoup de choses. Si ça part de moi, qu'est ce qui peut m'empêcher d'être gentil ? Ce que je dis n'est pas encore mis en pratique, puisque je ne suis pas encore au conseil citoyen. Mais j'ai proposé mes services et je vous livre ce que je veux proposer à ce conseil. Et on verra dans quelques semaines ou quelques mois ce que disent les autres citoyens de la Plaine Saint Denis. Est-ce que lui-même est prêt ? Est-ce que moi-même je suis prêt ? Qu'est-ce qui peut m'empêcher d'être gentil ? Même si on vient m'insulter, qu'est-ce qui peut m'empêcher d'être gentil ? Être gentil ne veut pas dire être béat. Ça veut dire que le conseil doit connaître les conditions de vie de chaque habitant. A partir de ça, le conseil peut saisir le conseil municipal ou autre pour dire : voilà, on a telle catégorie d'habitants, mais tous sont gentils, est-ce qu'on peut résoudre leurs problèmes ? Sylvain Bordiec a parlé tout à l'heure de seuil acceptable. C'est quoi le seuil acceptable ? Si tout citoyen est gentil dans sa circonscription, dans sa commune, alors tout est acceptable.

Marie-Pierre Héritier

Merci. Je pense qu'il y a un vrai sujet autour de la question de la gentillesse, sachant que le 13 novembre était la journée de la gentillesse. Merci à tous pour votre participation.





Le village des initiatives

Présentation des initiatives soutenues par le FAIVE en 2014 et 2015

Associations ADOS, AMSED, Cool'eurs du Monde, Eau pour la Vie, Sensibiliz'Action et Solidar'Enfance.

- [Plus d'informations sur le site Internet.](#)
- [Téléchargez le livret 2015 du FAIVE et découvrez le détail des initiatives.](#)





La participation citoyenne à la construction des politiques de développement : et les jeunes dans tout ça ?



Mairie de Paris
9 juillet 2015

La participation citoyenne à la construction des politiques de développement : et les jeunes dans tout ça ?

Projection du film réalisé suite à la conférence éponyme du 9 juillet 2015, co-organisée par le CNAJEP¹³, le CLONG Volontariat¹⁴, Educasol¹⁵ et France Volontaires.

Peu importe le niveau ou l'échelle d'engagement (international ou national, quartier ou région par exemple), un jeune qui s'intéresse aux questions de développement peut avoir un rôle à jouer dans les politiques publiques et dans le développement. Aux échelles européennes et françaises, les objectifs principaux de l'Année européenne pour le développement 2015 consistent à sensibiliser l'opinion publique aux grands défis du développement. La France a par ailleurs choisi de prioriser les actions qui permettent d'encourager les démarches d'engagement citoyen dans le champ du développement, notamment à destination de la jeunesse.

Le séminaire qui s'est déroulé sur une journée a démontré, par les intervenants et les thématiques abordées, que ces questions ne sont pas réservées à une élite. L'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale et le volontariat à l'international constituent des moyens d'impliquer les jeunes dans les politiques de développement. Les objectifs plus spécifiques de la journée étaient de :

- Renforcer et promouvoir une citoyenneté active dans le champ du développement et de la solidarité internationale, à travers des échanges d'expériences, de bonnes pratiques mais aussi le partage des difficultés rencontrées ;
- Donner les ressources nécessaires aux jeunes mais aussi aux organisations et aux institutions publiques pour être en mesure d'informer et de sensibiliser les jeunes citoyens européens sur ces enjeux ;
- Valoriser la participation citoyenne dans la construction des politiques de développement et son effet sur l'engagement local et européen des jeunes ;
- Offrir un regard croisé Europe / international sur l'engagement citoyen international.

Plusieurs films ont été réalisés suite à cette conférence dans une démarche de plaidoyer, notamment au niveau européen. Le film diffusé est [disponible en ligne](#). Un film plus long est également [visionnable](#).

13

Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire

14

Comité de liaison des ONG de volontariat

15

Plate-forme Française d'Éducation à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale



Comment valoriser les engagements solidaires des jeunes à l'international ?

Présentation de la démarche et du livret réalisé dans le cadre des ateliers thématiques du FAIVE sur la capitalisation des pratiques d'accompagnement au retour en Nord-Pas-de-Calais. Le livret est [disponible en ligne](#).

*François Grolier,
Chargé de mission valorisation de l'expérience de volontariat, à France Volontaires,*

*Pascale Choquet,
Chargée de mission à Lianes Coopération lors de la capitalisation,*

*Hugues Parent,
Coordinateur de Ch'ti Teranga,*

*Ghislain de Muynck,
Directeur de Lianes Coopération.*

François Grolier

Avant de laisser la parole aux acteurs de la capitalisation des pratiques d'accompagnement au retour en Nord-Pas-de-Calais, je vais rapidement introduire cette démarche. Le FAIVE a deux composantes, comme vous le savez. Une première, via un appel à initiatives semestriel, visant à soutenir et à accompagner des pratiques de valorisation des engagements volontaires à l'international sur tout le territoire français. Une seconde, qui vise à la réflexion, à l'échange de pratiques chez les acteurs œuvrant pour la reconnaissance des engagements volontaires à l'international. Cette journée annuelle du FAIVE fait partie de ce second pan. Tout comme les ateliers thématiques du FAIVE, dont le livret « Comment valoriser les engagements solidaires des jeunes à l'international ? » en est un résultat. Ces ateliers visent à mettre en liens des praticiens, pour échanger et produire des savoirs et savoir-faire utiles pour tous. Après avoir travaillé sur la question de l'impact de missions d'engagement volontaire à l'international, la thématique des pratiques d'accompagnement au retour est choisie, en partenariat avec le dispositif Agir à l'international (porté par Lianes Coopération), qui travaillait déjà sur cette thématique. Pour un historique de ces travaux, je laisse la parole à Pascale Choquet, qui a animé cette démarche de capitalisation.

Pascale Choquet

Lianes Coopération avait, lors de cette capitalisation, une mission de pilotage du dispositif régional d'appui à la mobilité internationale en Nord-Pas-de-Calais, appelé Agir à l'international. Un des axes importants de ce dispositif est le renforcement des capacités des personnes accompagnatrices des porteurs de projets, via notamment la mise en place de journées de rencontres, d'échanges, de formations, pour mettre en perspectives les pratiques respectives des différents acteurs (jeunes, associations, collectivités territoriales,...).

Deux défis se présentaient à nous, celui de la mutualisation en partageant les savoir-faire et outils existants pour participer à la création d'une culture commune, et celui du fort turn-over dans les structures avec lesquelles nous travaillions. Comment faire pour que les savoir-faire des personnes puissent se conserver au sein d'une organisation ? De là est né le souhait de mettre en place en 2011, un processus de capitalisation, accompagné par le F3E, pour une montée en qualification sur la capitalisation en réseau avec des structures différentes mais avec des pratiques transversales. Ce premier temps de capitalisation, restitué fin 2013, s'est organisé autour de deux grandes lignes : comment nous avons aidé les porteurs de projets à mettre en place leurs projets et comment nous les avons aidés à pérenniser leurs actions, à valoriser au retour les actions du terrain. France Volontaires était présent à cette restitution et nous a proposé d'intégrer la dynamique des ateliers thématiques du FAIVE à travers une série de rencontres spécifiquement centrée sur les pratiques d'accompagnement au retour.

Nous avons donc commencé ensemble cette série d'ateliers en réunissant les parties prenantes, une dizaine de structures, autour de la démarche imaginée. Les ateliers ont permis à chaque structure de présenter ses pratiques, de les mettre en perspectives et de commencer à faire ressortir des pratiques intéressantes. Ensuite, le travail d'écriture a été engagé, pour que les structures travaillent à faire ressortir les moments clés, les compétences acquises, les outils définis,... L'idée étant de voir comment les actions ont été réfléchies et mises en œuvre. De ces travaux d'écriture, mis en commun, ont pu être définies et affinées les bonnes pratiques à présenter dans le livret.

Hugues Parent

J'ai pris part à ces ateliers de capitalisation en tant que coordinateur de Ch'ti Teranga. Avant de se lancer dans cette démarche, il y avait inévitablement des craintes, telles que : comment faire ressortir sa propre spécificité, une peur de partager une méthodologie et de perdre un public, presque une peur d'être dépossédé. Finalement, la pratique et les résultats ont été très satisfaisants. On réfléchit sur ses pratiques, ses façons de faire, on découvre de nouveaux outils à se réapproprier dans son contexte propre, on rencontre des gens, des structures, qui donnent envie de continuer, d'avancer. Au fond, cela nous a donné un nouveau souffle, du renouveau, via une remise en question en fonction de ce que font les autres.

Nous avons capitalisé sur deux types d'accompagnement mis en place au niveau de Ch'ti Teranga : un accompagnement léger (les conseils sur comment monter un projet,...) et un accompagnement complet d'une structure, dès la mobilisation d'un public, avec l'idée de développer un projet pour que le public devienne ambassadeur de ses pratiques.

Ghislain de Muynck

Le livret, tel qu'il existe là et, plus globalement, toute cette démarche de capitalisation, ont un grand intérêt pour Lianes Coopération. Nous avons déjà identifié trois axes de travail à partir de cet outil. Tout d'abord, nous souhaitons participer à la diffusion de toutes les bonnes pratiques identifiées et présentées dans le livret. L'idée étant de valoriser les acteurs au niveau du territoire et le travail de mise en réseau. Dans un second temps, il s'agit de tenir notre rôle de tête de réseau, en réinvestissant sur d'autres thématiques cette méthodologie acquise via la pratique et en y intéressant toujours plus les acteurs. Enfin, ce livret de capitalisation sera un outil concret pour défendre et valoriser le bilan de Lianes Coopération.

QUESTION / RÉPONSE.

Les jeunes qui partent souhaitent acquérir des compétences professionnelles à valoriser pour trouver un emploi. Avez-vous essayé d'impliquer des professionnels, des entrepreneurs, dans la démarche de capitalisation ?

Pascale Choquet.

Nous avons travaillé avec des Missions Locales, capitalisé leur expérience en matière d'approche de suivi du parcours du jeune. Les sujets de l'orientation, de la mise à l'emploi étant au centre de leurs objectifs. Mais nous n'avons pas travaillé avec des entreprises, nous n'en sommes pas encore à ce stade, peu d'expériences capitalisables existent, nous avons d'abord identifié les bonnes pratiques d'appui (structures aidant à la rédaction d'un CV,...). Néanmoins c'est, en termes de perspectives, une approche intéressante à envisager.





De l'international au local : les enjeux du volontariat de solidarité

Présentation du numéro 46 des Cahiers de l'action, de l'INJEP, basé sur l'expérience du FAIVE et coordonné par France Volontaires.

*Angelica Trinidad-Chadeau,
Directrice de la collection les Cahiers de l'action, à l'INJEP,*

*David Lopez,
Directeur du secteur international et affaires européennes, à la Ligue de l'enseignement,*

*Eléa Bardeau,
Coordinatrice de projets et animatrice ECSI, à RECIDEV (membre du réseau RITIMO),*

*Lucien Cousin,
Président du CLONG-volontariat de 2007 à 2012,*

*Jean-Daniel Balme,
Délégué général de France Volontaires,*

*Céline Leroux,
Chargée de mission Observatoire des engagements volontaires et solidaires à l'international,
à France Volontaires,*

*Pierre Soëtard,
Directeur des programmes, à France Volontaires (animateur).*

Pierre Soëtard

Ce numéro 46 des Cahiers de l'action, intitulé « De l'international au local : les enjeux du volontariat de solidarité », est l'aboutissement d'un long travail de valorisation des acteurs sur leurs actions d'engagement solidaire. Je propose que nous commençons cette table ronde, en demandant à Angelica Trinidad-Chadeau quel intérêt l'INJEP a trouvé dans la rédaction de ce numéro.

Angelica Trinidad-Chadeau

Avant tout et pour recontextualiser l'INJEP, nous sommes à un tournant pour cette structure qui est, jusqu'au 31 décembre, un établissement autonome. En effet, début 2016, il va intégrer la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), au ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Pour répondre à votre question, le lien entre l'INJEP et l'international est ancien. Dans les années 90, l'INJEP accueille le Programme Européen Jeunesse en Action puis, depuis peu, Erasmus +. En 2010, l'INJEP devient Observatoire de la jeunesse et des politiques de jeunesse, et porte donc un grand intérêt aux engagements à l'international et à la place des jeunes dedans. J'invite chacun à visiter notre site, sur lequel figurent de nombreux travaux, notamment sur les activités menées par des professionnels accompagnant les jeunes à l'international. Afin d'enrichir les éditions de l'INJEP, les Cahiers de l'action ont été créés en 2005, avec une aura plus universitaire. Une revue en prise avec la réalité de l'institut, accueillant les aspects professionnels et le lien avec les territoires, pour faire se rencontrer théorie et pratique, en montrant les spécificités des territoires. Cette revue souhaite mettre en exergue l'intelligence des pratiques, la réflexibilité. Travailler sur un numéro des Cahiers demande de prendre le temps de se poser, de capitaliser, de revenir sur l'histoire d'un projet, le processus d'une action, avec qui elle a été menée, autour de quels enjeux, pour en tirer les acquis et permettre d'évoluer. Les points communs et les passerelles avec le FAIVE sont évidents, avec la volonté de travailler en réseau, de former, d'informer, d'accompagner et de soutenir les professionnels et les personnes bénéficiaires. Ce numéro est en phase avec la ligne éditoriale des Cahiers, qui n'est pas toujours facile à tenir... Quand on est un professionnel, on n'a pas toujours le temps de se poser, de réfléchir, de prendre du recul, mais ici, de la part de tous, il y a une grande qualité d'analyse.

Pierre Soëtard

A combien d'exemplaires sont en général imprimés les Cahiers et quel type de lectorat ont-ils ?

Angelica Trinidad-Chadeau

C'est très variable d'un numéro à l'autre. Ici, le numéro fait l'objet d'un partenariat avec France Volontaires, donc un certain tirage est déjà prévu pour les réseaux partenaires. Donc globalement, ça dépend des partenariats tissés, mais aussi et évidemment du financement. Sur le sujet du lectorat, là aussi, c'est différent selon la thématique abordée. Ce sont, en général, les collectivités, les services déconcentrés de l'Etat ou les professionnels de la jeunesse, qui sont les plus intéressés.

Pierre Soëtard

Et maintenant, plus sur un sujet de méthode, comment vous y êtes-vous pris, de l'idée à l'aboutissement, pour réaliser ce numéro ?

Céline Leroux

L'opportunité et la pertinence de travailler sur un numéro des Cahiers de l'action a été vite reconnue par le Comité d'orientation du FAIVE, dont l'INJEP est membre. RITIMO et la Ligue de l'enseignement, également membre du comité, se sont portés volontaires pour participer à la rédaction du numéro, sous la coordination de France Volontaires, avec l'appui d'Angelica Trinidad-Chadeau. Entre 2011 et 2013, le FAIVE a soutenu une trentaine d'initiatives et ce travail arrivait à point nommé. Il y avait la nécessité de prendre du recul sur ce qui avait été fait, de voir, au fond, les initiatives qui ont fonctionné, celles qui n'ont pas fonctionné ou moins fonctionné, pour faire émerger des bonnes pratiques. Capitaliser sur ce qui a été soutenu allait nous permettre de voir si ce dispositif remplit bien son rôle d'appui aux acteurs et également de voir si tout se diffuse au mieux. Les études de cas ont été réparties entre RITIMO, la Ligue de l'enseignement et France Volontaires, sur la base d'une même grille d'entretien, par téléphone ou en face à face, avec les structures sélectionnées. Toutes ont été soutenues dans le cadre du FAIVE, il était nécessaire de partir sur des initiatives terminées et qui correspondaient bien aux trois entrées qui avaient été définies pour les trois études de cas. Une partie plus théorique, de réflexions, y a été ajoutée, avec les contributions de Philippe Jahshan de Coordination Sud, de Lucien Cousin et d'Agnès Golfier, de France Volontaires.

Pierre Soëtard

Comment vos organisations respectives, la Ligue de l'enseignement et RITIMO, ont-elles reçu cette proposition d'être architecte de ce numéro ? Quelles furent les motivations ?

David Lopez

Ça se trouvait être à la croisée de nombreux chemins pour nous, d'où l'intérêt. Le secteur international de la Ligue a un fort lien avec le CNAJEP, l'éducation populaire et l'ECSI sont cousines, de même que l'engagement à l'international et l'éducation populaire. C'était donc naturel d'accepter d'être rédacteur. Par ailleurs, j'aime plutôt écrire, ce qui n'est pas courant, et je trouve très intéressant de voir comment cheminent les associations pour arriver à la réalisation d'une initiative FAIVE. Etant également membre du comité d'examen des initiatives, c'est riche d'avoir accès au processus, il y a un grand intérêt à apprendre de cela. Et, plus largement, c'est toujours intéressant de faire partie d'un ouvrage collectif.

Eléa Bardeau

De la même manière que pour la Ligue de l'enseignement, cela nous a semblé logique de nous impliquer. RITIMO est un réseau national qui accompagne les jeunes dans leurs projets d'ECSI et d'engagement volontaire à l'international, d'où notre lien avec France Volontaires et notre participation à la rédaction de ce numéro. La pertinence de s'impliquer sur les Cahiers faisait également écho avec notre propre réflexion sur les pratiques, laquelle implique par ailleurs, une habitude de la rédaction.

Pierre Soëtard

Quel angle d'analyse a été privilégié ?

Céline Leroux

Les deux études de cas sur lesquelles j'ai travaillé portaient sur les engagements volontaires et les parcours professionnels, en capitalisant l'initiative portée par le CRIJ Nord-Pas-de-Calais et celle portée par le Réseau Education au Développement de l'enseignement agricole. Il était intéressant de voir comment un acteur de l'accompagnement, dont la mission principale n'est pas la solidarité internationale, s'empare de ce sujet de la solidarité internationale. Pour ces acteurs, c'est la possibilité d'aborder des points sur lesquels ils n'ont pas forcément l'habitude de travailler, d'avoir un autre regard sur certaines valeurs, comme le « vivre ensemble » justement ou sur certaines pratiques, comme la pédagogie active.

David Lopez

J'ai réalisé deux études des cas, à partir des initiatives portées par Echange et Partenariat et par Les Z'enjoués, deux structures très différentes, sur la thématique de la citoyenneté active et globale. On parlait tout à l'heure des mots et de ce qu'on met derrière. C'est intéressant, on se rend compte, via ce travail de capitalisation, qu'on ne parle pas toujours la même langue. Echange et Partenariat ne veut pas utiliser le terme « volontariat » par exemple, quant aux Z'enjoués, ils adossent automatiquement l'interculturel à l'engagement. Les Z'enjoués travaillent avec un centre de séjours au Bénin avec comme enjeu, notamment, la reconnaissance de leurs activités et du rôle des animateurs en France et au Bénin. Echange et Partenariat, c'est une structure militante de longue date, qui travaille à la création d'un dispositif à partir d'une demande extérieure, d'une idée qui ne vient pas d'eux, c'est une vraie construction collective. D'ailleurs, chaque année, ils éditent un très beau cahier où les militants écrivent, à partir de leur engagement, sur leurs expériences.



Eléa Bardeau

De mon côté, les études de cas s'organisaient autour de la thématique de l'impact des engagements en solidarité internationale sur les territoires, ici, à partir des initiatives portées par le Rézo Jeunesse et Solidarité Internationale en Savoie, qui accompagne des jeunes, et la Maison des Solidarités Locales et Internationales en Rhône-Alpes, centre de ressources. Les questions ressorties étaient très diverses, notamment parce que la Maison des Solidarités Locales et Internationales a 3 ans et le Rézo en a 10 et a déjà réalisé une étude d'impact, financée par le FAIVE. A travers cette capitalisation, le Rézo a ainsi pu s'interroger sur ce qui se passe sur un territoire lorsqu'on décide de se réunir pour

réfléchir ensemble et pour accompagner les jeunes. C'était également intéressant de voir ce que cela produisait en termes d'impact même avec les partenaires politiques. Au niveau de la Maison de Solidarités, ils se sont beaucoup interrogés sur leurs pratiques pour attirer des personnes autour du sujet de la mobilité à l'international.

Pierre Soëtard

Au niveau de l'INJEP, quelle appréciation est faite de ce numéro ?

Angelica Trinidad-Chadeau

Depuis un an environ, l'INJEP réfléchit de façon plus aiguisée à faire des Cahiers un outil de formation. Cet outil est l'exemple parfait de ce que nous voulons. Nous avons eu des échanges positifs avec des partenaires sur tout le territoire français quant à l'utilisation qu'ils vont pouvoir faire de ce numéro, qui est concret, pratique, utile. De plus, c'est un numéro qui permet de renouer avec l'idée de base de la collection, à savoir faire écrire les acteurs de terrain, les praticiens. On est en direct sur le sujet lui-même et avec des rédacteurs volontaires, qui ont joué le jeu en prenant du recul, sans chercher à parler de leur propre structure à tout prix.

Eléa Bardeau

Ça nous sert aussi, en tant que rédacteur. Me concernant, je fais de l'accompagnement de porteurs de projets dans le cadre de mes missions, cet exercice m'a donc permis de prendre du recul sur mes propres pratiques.

Pierre Soëtard

Lucien Cousin, bien que tu sois toi-même rédacteur de ce numéro, et Jean-Daniel Balme, de vos points de vue respectifs, quel regard portez-vous sur ce travail et surtout quelles perspectives identifiez-vous ?

Jean-Daniel Balme

L'enjeu de la reconnaissance est là depuis la création de la plateforme et a notamment donné naissance au FAIVE. Depuis 2014, c'est encore plus structurant en devenant l'un des principaux leviers de nos actions, au travers notamment du plaidoyer. Le contexte est très propice sur cette thématique, entre le Plan Priorité Jeunesse, la feuille de route sur l'action extérieure de la France pour la jeunesse ou encore l'actualité internationale. On peut aussi ajouter à cela la place qu'ont pris les engagements volontaires à l'international dans les Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés dernièrement et à visée 2030. Si les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) s'adressaient aux pays en voie de développement, les ODD s'adressent à tous les pays et le rôle des volontariats y est clairement signifié. Ce qui est intéressant et prégnant dans ce numéro, c'est l'enchevêtrement des problématiques aux niveaux local et international. C'est une thématique importante. Les exercices de l'évaluation, de la capitalisation, doivent permettre d'améliorer les pratiques des acteurs, en les habituant à la prise de distance pour améliorer les enjeux de la reconnaissance des engagements à l'international.

Lucien Cousin

L'article que j'ai écrit, avec mon expérience mêlant ministère des Affaires étrangères et ONG, ainsi que le contenu global de ces Cahiers, trouve plein d'échos dans le contexte actuel. Il renvoie notamment à ce qu'on pourrait appeler de la géologie, dans les rapports entre pays du Nord et pays du Sud ! Les couches sont nombreuses jusqu'à aujourd'hui, si l'on prend notamment en compte les relations coloniales. Les défis nombreux du 21^{ème} siècle, notamment la mondialisation, marquent les contradictions, entre besoin d'ancrage dans la société et appel à la mobilité. Et je reste persuadé, sur notre sujet de l'engagement volontaire à l'international, qu'un pilier est de bien préparer, de bien se préparer, avant le départ, et notamment dans l'approche de l'autre, dans le décentrage.

Jean-Daniel Balme

Les engagements à l'international participent à accompagner les jeunes vers une ouverture sur les enjeux d'aujourd'hui, de géopolitique, de cohésion sociale,... cela participe à leur prise de conscience sur le rôle qu'ils peuvent jouer à leur niveau, quel que soit le domaine. Actuellement par exemple, avec la COP21, sur laquelle France Volontaires est très impliquée, nous avons pu donner la parole aux volontaires engagés sur des missions en lien avec le développement durable, et cette parole est très riche.

Lucien Cousin

Deux mots clefs sont à réfléchir dans ces contextes. Evidemment celui du climat, comme l'a dit Jean-Daniel, avec la réunion de tous ces chefs d'Etats autour de cette question systémique. Et celui des frontières, qui se pose notamment dans le cadre des questions climatiques et géopolitiques. Le volontariat, c'est s'ouvrir au plan du territoire, ce qui amène une nouvelle idée de la frontière, qui est en train de bouger.

Jean-Daniel Balme

C'est important que nous continuions à créer des passerelles, construire des ponts, sur ces sujets des frontières à franchir, des pratiques sectorielles à décloisonner, ... notamment en lien avec les actualités.

Pierre Soëtard

Merci à tous pour votre participation à cette table ronde.



Conclusion et mise en perspectives

Michel Sauquet, Président d'Educasol

Jean-Daniel Balme a insisté dans son intervention d'ouverture du FAIVE, sur les temps complexes que nous vivons, et sur les défis nombreux. Complexes en effet, les temps de cette fin d'année. Temps des attentats du 13 novembre, bien sûr, avec la prolifération de discours guerriers et xénophobes : le mot « guerre » est certes prononcé plus souvent que celui de « paix » sur lequel Thierry Poser insistait à juste titre ce matin. Mais temps aussi, comme le rappelait Mamadou Bathily, des drames liés au flux migratoires, avec ces jeunes de la région de Kayes qui périssent en mer en tentant de rejoindre l'Europe. Et puis le temps, c'est aussi le temps qu'il fait, qu'il va faire, temps de la COP21 si décisive pour notre avenir.

Quant aux défis, ils sont particulièrement nombreux. J'en ai relevé six.

Le premier est celui de l'**engagement**

Celui dont nous avons beaucoup parlé ce matin et sur lequel nous n'avons pas tous forcément une définition commune. Marie-Pierre Héritier me faisait observer tout à l'heure que cela correspond à une demande croissante, dans les jeunes générations, qui est une demande d'une extrême hétérogénéité : demande citoyenne de jeunes qui veulent développer des actions de solidarité, demande d'engagement dans l'armée, que nous avons vu exploser au lendemain des attentats, demande, c'est dur à dire mais c'est une réalité, d'engagement haineux et suicidaire, celui des fanatiques qui ont tiré dans la foule il y a deux semaines : c'est malheureusement aussi une forme d'engagement. C'est quoi l'engagement ? Pourquoi l'engagement ? Comment distinguer les « bons » des « mauvais » engagements ? Autant de questions que nous nous sommes posées ce matin et auxquelles il n'est pas facile de répondre.

Le deuxième défi est celui de l'**intergénérationnel**

Mis en avant par le CADERKAF et bien d'autres participants : comment les aînés peuvent-ils être attentifs aux aspirations des jeunes, notamment de ceux des deuxième et troisième générations, qui n'ont pas forcément la même vision de l'engagement, et peut-être la même clarté sur leurs propres racines (Sylvain Bordiec rappelait ce matin la nécessité de permettre à des jeunes de « prendre racine »), mais qui, en revanche, maîtrisent des outils que les seniors ne savent pas mobiliser (notamment les réseaux sociaux). Ibrahima Sory Diallo nous disait ainsi que les jeunes sont beaucoup « dans l'offensive » sur la communication, qu'ils impulsent beaucoup de choses, notamment

dans le domaine culturel, et surtout « qu'ils ne veulent plus laisser leurs aînés décider de tout ». Cette dernière remarque est loin d'être un phénomène nouveau, et sur ce registre, je ne résiste pas au petit plaisir de vous livrer quelques citations qui ne datent pas d'hier :

« Cette jeunesse est pourrie depuis le fond du cœur. Les jeunes gens sont malfaisants et paresseux. Ils ne seront jamais comme la jeunesse d'autrefois. Ceux d'aujourd'hui ne seront pas capables de maintenir notre culture. »

Inscription sur une poterie de Babylone (3 000 av. J.-C.)

« Le père redoute ses enfants. Le fils s'estime l'égal de son père et n'a pour ses parents ni respect, ni crainte. Ce qu'il veut c'est être libre. Le professeur a peur de ses élèves. Les élèves couvrent d'insultes le professeur. Les jeunes veulent de suite la place des aînés. Les aînés, pour ne pas paraître retardataires ou despotiques, consentent à cette démission. Et couronnant le tout, au nom de la liberté et de l'égalité : l'affranchissement des sexes ! »

Platon (428-348 av. J.-C.) *La République, livre VIII*

« Notre jeunesse aime le luxe, elle est mal élevée ; elle se moque de l'autorité et n'a aucune espèce de respect pour les anciens. Nos enfants d'aujourd'hui sont des tyrans. Ils ne se lèvent pas quand un vieillard entre dans une pièce. Ils répondent à leurs parents et ils sont tout simplement mauvais. »

Socrate (470-399 av. J.-C.)

Le troisième défi est celui du **décloisonnement**, de la **transversalité** et de la **synergie**

Jean-Daniel Balme insistait sur la nécessité de « sortir du repli sur soi », Lucien Cousin pointait quant à lui la nécessité de revoir nos conceptions des frontières. Sur ce registre, j'ai noté une pratique qui me paraît vraiment nouvelle, celle qui consiste à substituer, dans l'action, une « identité de territoire » à une identité d'origine géographique. Les engagements aujourd'hui ne sont plus par exemple, de jeunes de telle ou telle origine nationale, ethnique ou villageoise, mais ils rassemblent des jeunes de différentes origines habitant dans un même quartier. C'est un signe fort, je pense, de remise en question des communautarismes classiques. Tiguida Camara en a parlé, ainsi que Marie-Pierre Héritier (évoquant le quartier du Pavé Neuf), ou encore Mamadou Bathily. Le décloisonnement nécessaire, c'est aussi le rapprochement des milieux, c'est parvenir à faire dialoguer tous ceux qui ont une volonté d'engagement au service de la solidarité, même si leur vision de l'engagement est différente. Je pense à ces figures évoquées ce matin par Sylvain Bordiec : Gauthier le BCBG, Roberte la bénévole bénéficiaire, Vito le résilient, ancien jeune en difficulté devenu fervent artisan de la solidarité... Je pense aussi à ATD Quart Monde, qui ne cesse de mettre l'accent sur l'ampleur de l'éventail des forces à mettre en œuvre pour le combat pour la dignité : « militants » vivant dans la grande pauvreté, « volontaires permanents » et « alliés » (insérés dans des vies professionnelles conventionnelles et agissant là où ils sont pour faire avancer les choses dans le sens de la dignité), et même cabinets ministériels... Le décloisonnement, c'est peut-être enfin, comme le suggérait Anne Kaboré-Leroy, le rapprochement entre les mouvements structurés et ceux qui ne le sont pas.

Le quatrième défi est celui de la **justice sociale**

Sylvain Bordiec a montré en quoi l'accroissement des inégalités constitue toujours une menace pour la cohésion sociale, et c'est vrai que nous ne pouvons pas ne pas faire intervenir la donnée sociale dans notre réflexion : comment sceller durablement des alliances pour une meilleure cohésion sociale si la question des inégalités et celle de l'injustice ne sont pas réglées ?

Cinquième défi, celui de la **capitalisation**

Comment analyser nos actions, comment en tirer les leçons en termes de conditions de réussite des projets ? Comment communiquer et partager ces leçons ?... C'est une question difficile. Le temps et les ressources manquent pour cela dans la plupart des organisations, le goût et le talent de l'écriture aussi, comme le faisait remarquer David Lopez tout à l'heure. Mais c'est passionnant parce que c'est une porte sur l'inconnu, Céline Leroux le disait bien :



on ne fait pas que vérifier des hypothèses, on découvre. Le thème de la capitalisation a été largement abordé cet après midi par Pascale Choquet, Hugues Parent et Ghislain de Muynck, l'équipe qui nous a présenté le livret sur les pratiques d'accompagnement au retour en Nord-Pas-de-Calais, ainsi que par Angelica Trinidad-Chadeau, Céline Leroux, David Lopez, Elea Bardeau, l'équipe des Cahiers de l'action. A Educasol, nous sommes également engagés en ce moment dans un travail de recueil d'expériences de liens entre l'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale, engagement à l'international et le travail sur les territoires, en tentant de faire écrire des acteurs de terrain, ou en les interviewant en vue de la rédaction d'un ouvrage de capitalisation.

Sixième défi enfin, le défi **interculturel**, de la **diversité** et de l'**altérité**

Lucien Cousin l'a notamment évoqué en insistant sur la nécessité de soigner la préparation au départ des volontaires, à quoi l'on pourrait ajouter celle de l'intervention en milieu territorial, multiculturel, français : comment prendre en compte les différences culturelles pour agir en commun dans la perspective d'un « mieux vivre ensemble » ? Je me permets de m'attarder une minute sur cette question. Quel est l'enjeu pour nous tous ici, au fond, de répondre à ces défis (diversité, altérité) ? Qu'est-ce que nous essayons de faire, qu'est-ce que nous pouvons faire ?

Pour beaucoup, l'enjeu est professionnel : réussir une formation professionnelle pertinente, cette formation dont Arnaud Huré disait qu'elle constitue l'un des objectifs de la coopération décentralisée, et sur laquelle insistait aussi Ibrahima Sory Diallo, du FORIM ; gagner en pertinence et en efficacité, s'adapter aux environnements multiculturels ; ne pas rester crispé sur nos évidences, nos références, nos habitudes ; valoriser, comme le rappelait François Grolier, la mobilité dans les parcours professionnels. Mais il y a aussi un enjeu sociétal très actuel : nous n'allons certes pas vaincre le terrorisme par nous mêmes. Mais nous avons certainement une responsabilité, tous, dans la préservation du « vivre ensemble » dans nos propres territoires.

Au fond, on peut avoir 2 positions : soit l'on observe que les attentats ont comme conséquence de dégrader notre « vivre ensemble » (amalgames, islamophobie,...), soit on a le sentiment inverse en notant les manifestations fortes de solidarité qui émergent, et l'impression qu'un véritable mouvement citoyen émerge. Dans les deux cas (et en fait je crois que les deux sont vrais), notre responsabilité d'éducateurs, de travailleurs sociaux, de responsables associatifs, de gens d'entreprise,... est grande, me semble-t-il. Il s'agit non seulement de tenter d'aplanir les tensions : « faire tenir ensemble », disait Sylvain Bordieq ; mais aussi d'accompagner et d'encourager ce qui nous apparaît comme un renforcement du lien social. D'aider, comme le mentionnait Sylvain, à la « recombinaison de l'action collective » ; de contribuer par là même à cette construction de la paix, chère à Thierry Poser et à Chansamone Voravong ; d'accompagner les porteurs de projet, comme le disait Pascale Choquet à propos de la capitalisation en Nord-Pas-de-Calais. Et tout ceci dans une logique de rencontre de savoir-faire (et de savoir-être, je pense) et de capitalisation.

Enjeu sociétal toujours : comment notre société répond-elle à la demande d'engagement des jeunes qu'évoquait Marie-Pierre Héritier, et comment, dans nos actions, pouvons nous assumer (tout comme les entreprises lorsqu'elles

parlent de responsabilité sociale et environnementale), une responsabilité interculturelle ? Enfin, il y a un enjeu politique : comment la société civile peut-elle influencer sur les politiques publiques ? Sylvain Bordiec a évoqué ce matin le moment où la puissance publique a commencé à déléguer aux associations des missions de service public. Mais il faut rappeler qu'au départ, ce sont bien les associations (et les congrégations religieuses) qui ont été à l'origine des établissements sanitaires et sociaux, que la loi de 1975 sur le handicap n'aurait pas été faite si des associations ne s'étaient pas vigoureusement mobilisées pour cela. Et c'est bien l'un des aspects essentiels de l'art de la gouvernance que de considérer l'influence que la société civile peut avoir dans la définition des politiques publiques. Lorsque Sylvain Bordiec nous dit que la société civile est « sommée de se réparer elle-même », elle doit aussi contribuer à influencer sur les pouvoirs publics. Mais cette société civile, elle est formée avant tout, il faut le rappeler, d'individus. Chansamone Voravong, dans son plaidoyer pour la gentillesse disait qu'il ne suffit pas d'engager les mécanismes, il faut aussi engager les individus.

Ces observations, ce que j'ai retenu des interventions de la journée, nous placent sous le signe de l'éthique¹⁶. Mais je pense que l'éthique ne suffit pas et qu'il y a, si j'ose dire, une exigence méthodologique dans la mise en œuvre de l'éthique, et c'est là que je me permets d'insister sur la nécessité pour nous, pour ceux que nous formons, d'une intelligence interculturelle par laquelle :

- On prend le temps du recul (sur les contextes, les savoirs, le sens des mots, les préjugés) : essayons pour le temps de l'observation et de l'analyse, la posture de la « suspension de jugement », prendre en compte l'autre tel qu'il est, lui faire crédit d'avoir peut-être des raisons que notre raison ignore ;
- On se pose des questions, beaucoup de questions sur les représentations que l'autre a de notions qui pour nous sont des évidences, sur des mots qui pour lui peut-être ont un contenu différent : le travail, la richesse, l'autorité, l'honneur, le conflit... Avec ces questions, on va chercher dans la partie invisible de l'iceberg et pratiquer ce décentrage qu'appelait également de ses vœux Lucien Cousin, qui parlait de géologie ;
- Enfin on négocie, on passe d'une logique du « ou » (toi ou moi, ta culture ou la mienne, tes références ou les miennes), à une logique du « et » : que nous nous soyons choisis ou non, quels repères communs pouvons nous trouver pour travailler ensemble ?

Une dernière remarque sur nos complémentarités. J'ai eu l'occasion encore aujourd'hui de constater à quel point les préoccupations d'Educasol et de France Volontaires se rejoignent. Educasol et France-Volontaires sont à l'évidence de plus en plus sensibles au thème du « ici » et du « là-bas ». C'est bien le sens de notre changement de vocabulaire récent à Educasol (passant d'éducation au développement à éducation à la citoyenneté). L'idée est de dire que l'on ne saurait guère contribuer au changement de société « là-bas » sans se préoccuper de changer aussi la nôtre. Investissement à l'international et investissement au territorial multiculturel se complètent et s'enrichissent mutuellement. Le lien est de plus en plus fort entre ECSI et engagement volontaire à l'international : comment l'expérience accumulée par les volontaires à l'étranger peut irriguer la réflexion sur le vivre ensemble au niveau territorial ? Comment à l'inverse, les démarches de renforcement du lien social sur nos territoires multiculturels peuvent aider les volontaires à gagner en pertinence là-bas ?

Pour conclure, une citation et un souvenir :

« Ne pas rire, ne pas pleurer, ne pas détester, mais comprendre » disait Spinoza. Trois siècles et demi après, cette proposition demeure d'une brûlante pertinence... Et le souvenir : lors d'un exercice de recherche de mots ou expressions associées au mot « culture », un de mes étudiants avait proposé le mot « humilité ». Je ne comprenais pas. Il m'a dit « parce qu'il n'est pas de mur culturel que l'humilité ne permette de franchir ». Une belle leçon pour nous : si je n'ai pas l'humilité de me dire que je ne sais pas tout, que l'autre a peut-être une logique que je ne connais pas, que je dois gratter derrière les apparences et mettre en veilleuse, parfois, mes prétentions et mes certitudes, alors en effet, je ne suis pas fait pour le renforcement du lien social.





Rencontre annuelle du FAIVE

- Forum des Acteurs et des Initiatives de Valorisation des Engagements -

4 décembre 2015

francois.grolier@france-volontaires.org



Forum des Acteurs et des Initiatives
de Valorisation des Engagements

www.france-volontaires.org

@FVolontaires

Crédits photos :
France Volontaires
Damien Voindrot/GAS